

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

**SAMEDI 15  
DIMANCHE 16 JANVIER**  
N° 341 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire : 56942  
\* \*

*Lire en page 2,  
la fin de notre enquête*

Les saisies : brutales  
ou insidieuses :  
une violence légale  
quotidienne

**Dimanche minuit**

**LES  
TRAVAILLEURS  
ANGLAIS  
DÉCIDENT :**

**Boycott de  
L'Afrique du  
Sud**

*A partir de dimanche minuit, les postiers anglais refuseront d'acheminer toute lettre pour l'Afrique du Sud, de même les gens de mer refuseront de servir sur les navires en partance pour l'Afrique du Sud. Les navires en partance ou en provenance de l'Afrique du Sud seront également boycottés en Norvège et au Canada, les ports leur seront fermés en Australie et aux Pays-Bas. En Italie, les avions sud africains seront cloués au sol pendant trois jours.*

*La décision des travailleurs britanniques déclenche une vague de fureur parmi la bourgeoisie anglaise, qui voit là une atteinte à la... liberté. La lutte des millions d'Africains pour leur liberté, la solidarité de la classe ouvrière britannique s'opposent aux intérêts de l'impérialisme britannique, c'est une dénonciation de sa politique.*

*La tentative anglaise d'obliger les Africains à accepter la survie de la domination des colons sud africains et rhodésiens est ainsi directement remise en cause au cœur même de la métropole.*

**Tchécoslovaquie**

**Le gouvernemen  
organise  
la répression**

Voir p. 8

**APRÈS LA VERSION DE BARRE SUR  
L'AFFAIRE ABOU DAUD**

## LA GANGRENE DU POUVOIR GISCARDIEN

Une semaine après l'arrestation arbitraire du dirigeant palestinien Abou Daoud, quatre jours après sa libération, l'interview de Barre à l'AFP montre que l'affaire n'est toujours pas close. En particulier, les responsables américains, israéliens et allemands continuent à s'ingérer grossièrement dans cette affaire, en reprochant en substance au gouvernement français de ne pas se montrer assez solidaire

d'eux dans leur lutte «contre le terrorisme international». Mis à part une réaction brève du ministère des affaires étrangères, Giscard a jusqu'ici accueilli sans broncher cette avalanche, poursuivant une conversation «cordiale» avec Carter, qui pourtant a mêlé sa voix au chœur de ceux qui regrettent la libération d'Abou Daoud.

Dès le début de cette

affaire, la faiblesse du gouvernement français vis-à-vis de certains de ses partenaires internationaux apparaissait d'ailleurs au grand jour : dans sa récente interview à l'AFP, le premier ministre vient de confirmer qu'une personnalité étrangère, en visite quasi-officielle en France, peut se trouver du jour au lendemain jetée en prison sur un simple coup de téléphone de la police allemande.

**EXPLOSION  
RUE  
DE PICPUS**

**TROIS  
MORTS,  
VINGT  
BLESSÉS**



Voir p. 6

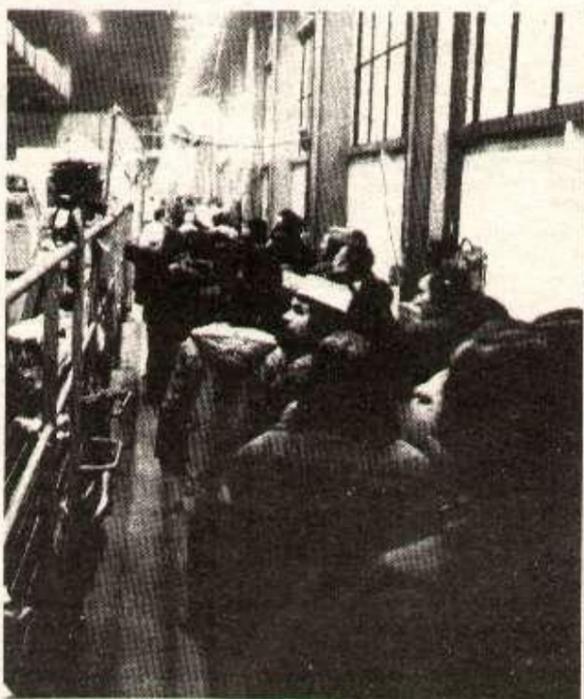
**BENNES MARREL**

**Malgré les menaces  
d'expulsion**

**Les travailleurs  
continuent la grève**

**RENAULT-MACHINE OUTIL  
(BILLANCOURT)**

**Grève et  
occupation  
des locaux**



**SNIAS**

**1 500 licenciements**

Voir p. 5

## ENQUÊTE

SAISIES:  
BRUTALES OU INSIDIEUSES

DE SERGE LIVET

UNE VIOLENCE LÉGALE QUOTIDIENNE ! -6-

## VERS DE NOUVELLES FORMES DE CONTRÔLE SOCIAL

TUTELLE  
AUX PRESTATIONS SOCIALESLa police  
des salaires  
à domicile

La tutelle aux prestations sociales a été instituée en 46, prétendument dans le but de protéger les enfants victimes de parents alcooliques, oisifs, violents. Elle précédait le plus souvent une mesure de placement des enfants ou de déchéance de l'autorité parentale. Cette apparence trop répressive a été modifiée par la loi du 18/10/66 qui confère à la tutelle un rôle prétendument éducatif. Théoriquement, la tutelle est prononcée par le juge des enfants lorsque les enfants sont en danger du fait de la «défaillance éducative» des parents, un tuteur dépendant de l'UDAF est nommé avec pour mission de gérer les prestations sociales et d'apprendre à la famille à «tenir correctement son budget», dans l'intérêt des enfants. Lorsque la mesure de tutelle est prononcée, l'ensemble des prestations sociales : allocations familiales, allocation logement, salaire unique... sont versées à l'organisation de tutelle et non plus à la famille, le tuteur en dispose pour régler les dépenses jugées les plus importantes et en général les arriérés de loyers, il distribue à la famille des bons d'alimentation et lui apprend à «économiser» ses ressources, c'est à dire : restriction sur la nourriture, l'habillement et les loisirs, paiement prioritaire du loyer, de l'électricité...

Dans la presque totalité des cas, les tutelles sont prononcées lorsqu'il y a menace de saisie ou d'expulsion pour non-paiement d'une créance ou arriérés de loyer. Menacées, bien souvent les familles populaires en sont réduites à solliciter une telle mesure pour empêcher l'expulsion ou la saisie, les créanciers ont alors la certitude qu'ils seront réglés avec plus d'efficacité que par le moyen d'un huissier grâce à des prélèvements mensuels sur les prestations sociales.

L'avantage des tutelles sur les saisies, pour la bourgeoisie, est qu'elles permettent un contrôle beaucoup plus serré des familles qui y sont soumises. Car c'est toutes les dépenses, que le tuteur examine à la loupe, ainsi que les activités des familles. En vertu de la loi, les familles sous tutelle sont obligées de recevoir deux fois par mois le tuteur qui est pourvu d'un mandat judiciaire. La tutelle dépend de la réactionnaire Union Nationale des Associations Familiales qui développe une conception ultra conservatrice de la famille, s'oppose à la contraception et à l'avortement, défend la famille bourgeoise...

Nombre de tuteurs ne sont pas avarés en conseils de toute sorte et entretiennent d'excellentes relations, avec les patrons. La famille sous tutelle se trouve ainsi étroitement surveillée, soumise aux décisions du tuteur et si elle n'obtempère pas, menacée du retrait des enfants.

La tutelle aux prestations sociales complète un dispositif de contrôle social qui assure sous une forme apparemment humanitaire le paiement des créanciers, sans violence visible et sous des alibis «éducatifs». Nulle voix ne s'élève dans la bourgeoisie pour la contester, au contraire on préconise son extension. Aussi on pourrait voir dans les prochaines années une suppression des saisies mobilières, une limitation des prérogatives des huissiers, au profit d'un système dans lequel «l'aide sociale» sous toutes ses formes et notamment la tutelle occuperait la première place. Un système qui sous ses dehors «sociaux» est plus dangereux que les saisies et mieux adapté au maintien de l'ordre voulu par la classe qui nous exploite !

En dehors des huissiers qui défendent leurs prébendes, les saisies mobilières sont presque unanimement contestées. L'ensemble de la presse, quelle que soit sa coloration politique, fait mine de s'indigner. Dans les milieux gouvernementaux, il est fortement question de réformer la procédure des saisies et même de modifier le statut des huissiers, de les fonctionnariser comme les greffiers. Certains députés de la majorité n'hésitent pas à dénoncer «les abus des huissiers». Un tel concert d'indignations peut sembler étonnant, surtout que les saisies se poursuivent.

En fait, ce n'est pas humanisme que le pouvoir envisage aujourd'hui de remettre en cause les saisies mobilières, mais simplement parce qu'elles sont inadaptées, archaïques, qu'elles présentent plus d'inconvénients que d'avantages pour la bourgeoisie. D'autres moyens de contrainte moins ouvertement répressifs, mais plus efficaces, et qui nous appellent donc à être vigilants, se mettent aujourd'hui en place. Il est significatif de voir que toutes les protestations officielles contre les saisies, aboutissent à des propositions d'amélioration du système, gommant les aspects les plus odieux, mais absolument pas à une remise en cause radicale des saisies. D'autre pas les saisies arrêt ne sont pas contestées au contraire !

A l'origine, la saisie avait la même fonction que la contrainte par corps (prison pour dettes) : elle devait avoir un caractère très contraignant et exemplaire qui affirme avec force le principe sacré de la propriété privée. Elle s'entourait d'un rituel public signifiant à tous le déshonneur du saisi, et donnant le spectacle des conséquences du non paiement, aux autres, pour les contraindre à payer.

Avec le développement du crédit à la consommation, la fonction de la saisie s'est modifiée, en particulier avec l'apparition du modèle de consommation fondé sur l'incitation permanente à la consommation de marchandises de toutes sortes. D'une part, l'idéologie de la consommation développée par la bourgeoisie, incitait les travailleurs à consommer toujours plus des biens de qualité médiocre en grande quantité sur le marché, d'autre part les travailleurs dont le pouvoir d'achat était limité ne pouvaient pas acquérir toutes ces marchandises produites.

LE DÉVELOPPEMENT  
DU CRÉDIT  
À LA CONSOMMATION

Pour résoudre cette contradiction inhérente au capitalisme, fondée sur l'exploitation des travailleurs, la bourgeoisie a développé le crédit à la consommation. Mais ce système, s'il permet effectivement à la fois aux capitalistes de vendre beaucoup de marchandises aux travailleurs et d'enchaîner ceux-ci par un nouveau lien, n'a fait toutefois que déplacer la contradiction. Celle-ci demeure entière : le crédit n'augmente pas le pouvoir d'achat, elle ne supprime pas le déséquilibre entre les

besoins des travailleurs et le niveau de leurs salaires. Inévitablement, ceux-ci se retrouvent en difficulté pour payer les traites du crédit,

la colère, et dans la mesure où, en période d'austérité renforcée, le nombre de travailleurs qui ne peuvent plus faire face à leurs échéances, s'élargit. Le saisi n'apparaît plus alors comme l'exception, l'individu qui dépense sans compter. Si la saisie mobilière est la plus dissuasive, elle a pour le créancier, le défaut de ne pas lui permettre, dans la majorité des cas, de recouvrer l'intégralité de sa créance.

Enfin la saisie mobilière cadre mal avec le discours dominant sur la société libérale avancée, sa brutalité est un démenti trop évident des discours officiels. Enfin, un travailleur saisi pose une série de problèmes à la société bourgeoise : il n'a plus rien à perdre. Le libéralisme avancé met donc en place un système qui cadre mieux avec son discours et qui, espère-t-il, pourrait être plus efficace, à la fois pour les créanciers et pour contrôler et enchaîner les travailleurs.

permet de procéder par prélèvement direct sur le compte bancaire. Cette pratique est de plus en plus fréquente pour les impôts avec leur mensualisation, pour les factures de l'EGF, le téléphone, les organismes de crédit. Tous proposent désormais ce mode de règlement présenté comme simplificateur : «vous ne risquez plus d'oublier, vous n'avez plus de souci à vous faire, nous effectuons nous-même les prélèvements»... La moitié du salaire peut ainsi se trouver prélevée sans que le titulaire du compte ait à intervenir. La «gestion» de son budget est assurée par ses créanciers qui se servent à chaque échéance, afin «qu'il n'oublie pas de payer ses traites» ou «qu'il ne dépense pas son argent à autre chose». A cela s'ajoutera le nouveau système de l'allocation logement : au lieu de toucher l'allocation logement, les locataires recevront un imprimé les avertissant que leur allocation a été versée directement à leur propriétaire. Si l'on tient compte encore des tickets restaurant prélevés également sur le salaire automatiquement, la fraction de salaire dont dispose le travailleur à la fin du mois est réduite à la portion congrue. En cas de maladie, d'accident, de chômage, ce système s'enraye : le compte n'est plus suffisamment approvisionné, avec pour conséquence : retrait du compte, amendes, saisies... Mais, les créanciers ont au moins une certitude : si le salaire pour une raison ou une autre baisse, ils sont assurés d'être les premiers payés, l'ouvrier lui se débrouillera avec ce qui lui reste pour se nourrir et nourrir sa famille. En plus, ce système constitue une pression pour freiner les grèves et inciter à réduire la durée des arrêts maladie. Il permet d'éviter les saisies dans de nombreux cas, son développement récent devrait selon la classe au pouvoir, constituer une solution de rechange aux saisies mobilières. Grâce à la généralisation des comptes bancaires, ouverts généralement après une enquête minutieuse sur le titulaire, les organismes de crédit s'assurent de la solvabilité de leur client auprès de la banque qui est en mesure de leur fournir les renseignements demandés. Un système de fichage se met progressivement en place pour dépister les «mauvais payeurs», interdits de crédit ou de compte en banque.

Contre ceux-là également désignés sous le vocable «cas sociaux», il y a aussi le système des tutelles, dernière née des pratiques crapuleuses du capitalisme.

vous propose  
**L'ASPIRATEUR TRAMON**  
"AKA" BS 06 (500 litres)  
au prix incroyable de **329 F COMPTANT**  
ou 77 F à la commande + 3 mensualités de 84 F  
**SANS AUCUNS FRAIS DE CRÉDIT**

livré complet avec tous ses accessoires!  
NEVEAU DE POLISSAGE  
ENVOI EN VENTE AUTOMATIQUE DU CORDON!

LE DÉVELOPPEMENT DU CRÉDIT  
À LA CONSOMMATION

EXPO-VENTE  
PARIS 12 - 10 rue de Valenciennes  
du mardi au dimanche de 10h à 19h  
Téléphone : 47 10 10

CONDITIONS  
Livraison à domicile

SON DE COMMANDE à verser à  
LA MAISON DE VALÉRIE - 99 r. de Valenciennes - 75013 PARIS

DE NOUVELLES FORMES  
DE RECOUVREMENT  
DES CRÉANCES

La saisie arrêt sur salaire constitue, on l'a vu, ce moyen insidieux qui permet d'exercer un véritable contrôle sur les travailleurs. C'est dans ce sens que de nouvelles formes de recouvrement des créances se mettent en place : retenue directe à la source sur le salaire.

La généralisation du compte bancaire obligatoire

Après la version de Barre sur l'affaire Abou Daoud

# la gangrène du pouvoir giscardien

Suite de la page 1

Certes, on savait depuis longtemps que la DST compte dans ses rangs suffisamment de sympathies sionistes pour que des soupçons pèsent quant au zèle avec lequel elle mène l'enquête sur les assassinats de quatre Palestiniens sur notre sol. On savait aussi que Poniatowski n'a pas grand chose à refuser à son homologue ouest allemand, le ministre de l'intérieur Maihoffer. Mais ce qui frappe cette fois, ce sont les dissonances qu'entraîne dans les sphères gouvernementales et dans celles de la «majorité» l'arrestation du leader palestinien, heureusement libéré par la suite.

Le spectacle offert est celui de ministères se rejetant la responsabilité les uns sur les autres, les Affaires Étrangères s'en lavant les mains et Barre rejetant la décision sur l'Intérieur. C'est aussi le CDS, parti de gouvernement, regrettant publiquement la libération d'Abou Daoud, tandis que le RPR, par «Figaro» interposé, qualifie la procédure suivie de «Guignol».

De tout cela, il ressort une singulière odeur de

combinaison souterraine : incontestablement, certains intérêts étrangers, qui ne sont pas loin de Bonn, de Washington et de Tel-Aviv, ne pouvaient que souhaiter à l'arrestation d'Abou Daoud, avec les conséquences qu'elle entraîne. Mais ils auront trouvé un

terrain d'autant plus favorable pour leur action que les différents services de police sont à l'heure actuelle l'enjeu d'une lutte aiguë entre différentes forces de la «majorité» et — pourquoi pas — de l'opposition. Les récentes affaires autour du député de

Brogie et du SAC en ont révélé l'existence. Entre les faiblesses internationales du régime, et les contradictions internes dans lesquelles il se débat, un lien nouveau s'est ainsi établi.

Jean LERMET



Satisfaire les exigences du puissant voisin allemand...

## Déclarations et commentaires

Sur le plan international : «Profondément troublé» et «très surpris» : tels sont les sentiments que Jimmy Carter, futur président des États Unis, s'est cru autorisé à exprimer après la libération du dirigeant palestinien. Ce qui n'a pas empêché Giscard d'avoir avec lui une conversation téléphonique : «sur un ton particulièrement cordial qui témoignait d'un désir de coopération très ouvert».

Quant au premier ministre dans son interview accordée à l'AFP, il confirme sans honte : «A 18 heures trente, les services de police allemands ont fait savoir aux services français qu'ils demandaient aux autorités allemandes un mandat d'arrêt contre monsieur Abou Daoud (...) A 19 heures trente, les services français ont donc interpellé monsieur Abou Daoud».

La police française au service de celle de Bonn ! Parmi les forces de la «majorité» et dans les milieux gouvernementaux : «Nous avons perdu la face. C'est essentiellement une affaire politique puisqu'il s'agit de l'arrestation puis de la libération d'un personnage qui n'était pas poursuivi par la justice française, estime Couve de Murville,

qui rajoute, à propos de l'arrestation de quelqu'un à qui l'on avait auparavant délivré un visa très officiel : «Il me paraît inimaginable qu'un service français ait pu prendre une initiative de ce genre, s'il l'a prise, sans être couvert par son ministre». A quoi Poniatowski répond : «Je crains qu'il ne se soit un peu trop avancé».

Cependant, de l'autre côté, le CDS, parti de Lecanuet et de Washington, ne craint pas d'affirmer, alors qu'il siège au gouvernement : «La libération d'Abou Daoud scandalise les Français et les choque».

Cependant, les différents ministres se rejettent les uns sur les autres les responsabilités ; dans son interview à l'AFP, Barre déclare : «Dans la nuit, le ministre de l'intérieur recevait de son collègue allemand un télégramme annonçant une prochaine demande d'extradition. Monsieur Abou Daoud fut alors placé sous contrôle». Quant au ministre des affaires étrangères, il s'en lave les mains : «Le quai d'Orsay n'a été informé pour la première fois de l'affaire que tard dans la soirée du vendredi 7 janvier, c'est-à-dire bien après l'arrestation de monsieur Abou Daoud».

### INTERVIEW D'ABOU DAUD AU «MONDE»

Dans une interview au journal «Le Monde» daté du 15 janvier, Abou Daoud a déclaré notamment :

«Il y a, semble-t-il, un affrontement au sein même des appareils de sécurité en France. A la fin de mon interrogatoire, j'ai eu une longue discussion politique (...) avec les policiers chargés de m'interroger, et il m'est apparu que certains de mes interlocuteurs nourrissent à l'égard de la cause palestinienne une haine cachée.

J'ai même eu par moments l'impression d'être en face de gens de Tel Aviv plutôt que de policiers français. D'autre part, il me semble que la position officielle française en faveur du droit

arabe soit combattue en France même par les partisans du sionisme, au sein des appareils de l'Etat français. Je pense notamment que l'assassinat de Mahmoud Saleh avait pour objectif de provoquer une rupture des relations franco-arabes».

Au sujet de l'enquête sur les assassinats sionistes en France, Abou Daoud déclare : «Nous souhaitons, si réellement les autorités françaises cherchent à aboutir, que les dossiers soient confiés à des gens de moindre partialité, je veux dire à des gens dont le souci est de servir les intérêts de la France d'abord, et non des intérêts occultes ou ceux d'Israël...»

### Municipales à Paris : «regrettables circonstances»

Il y avait de l'Ornano. Il y avait de la Malène. Y aura-t-il aussi Bernard Lafay ? On peut se le demander quand on voit le forcing fait par l'actuel président du conseil de Paris. Il a d'abord affirmé «qu'il ferait connaître sa décision la semaine prochaine» ; il a ensuite écrit à Giscard une lettre très courtoise, mais très ferme : «que cette situation (la candidature d'Ornano) ait été ratifiée par le premier ministre et par plusieurs membres du gouvernement ne change rien au fond de l'affaire : on ne procéderait pas autrement pour la nomi-

nation d'un préfet (...) Je vous adjure, monsieur le président de la république de ne pas engager plus avant votre autorité dans ces regrettables circonstances». Ajoutons à cela un certain nombre de propos peu aimables du RPR Claude Labbé envers Françoise Giroud, candidate sur une liste d'Ornano et on aura une vue de la situation telle qu'elle se présente aujourd'hui. Du coup, on se remet à parler d'une quatrième solution : la candidature de Frey, que Giscard a reçu longuement.

## LE PLAN BARRE ET LA CRISE

MOI, JE NE FAIS PAS DE POLITIQUE...



### La situation économique

Le plan Barre a été présenté comme un plan de lutte contre l'inflation — identifiée à la hausse des prix — dans le but de redresser le commerce extérieur et le franc. Où en sommes-nous en ce début d'année dans ces trois domaines ?

#### INFLATION A DEUX CHIFFRES EN 1976

En 1976, la hausse des prix à la consommation dépassera largement 10% selon les chiffres officiels : de novembre 1975 à novembre 1976 (l'indice de décembre ne sera connu qu'à la fin du mois) la hausse atteint 10,1%. Les produits alimentaires (entrant pour une grande part dans la consommation populaire) et les «services» (loyer, teinturerie, santé, transports, PTT...) qui ont connu les plus fortes augmentations (environ 12%).

Après la forte hausse des prix en 1974 (13,6% pour l'année et 1,4% au cours du seul mois de février), on observe une réduction progressive du rythme des hausses jusqu'au milieu de 1975. Depuis, ce rythme se maintient à environ 0,8% par mois.

Comment expliquer alors que brusquement, en septembre 76, le gouvernement désigne l'inflation comme le danger numéro 1 ? Essentiellement parce que l'impérialisme français ne peut pas durablement se permettre d'avoir une inflation plus importante que ses concurrents. La hausse des prix est, en R.F.A., de 3,8% en 1976 (5,9% en 1975), de 5,3% aux USA (9,1% en 1975) et de 8,6% au Japon (11,7% en 1975 et 23,2% en 1974 !). Voilà le «peloton de tête» que Giscard cite en exemple. Quant aux lanternes rouges, ce sont l'Italie (18% en 1976 et 17% en 1975) et la Grande Bretagne (14,7% en 1976 et 24,1% en 1975). Ainsi, en trois ans, les prix français ont augmenté de près de 20% de plus qu'en Allemagne. Pour les capitalistes français, cela signifie une baisse de leurs possibilités d'exportation.

Qu'a changé le plan Barre depuis trois mois dans le domaine des prix ? Il a mis un couvercle sur la marmite qui bout : la marmite, c'est l'économie française, la vapeur, c'est la hausse des prix... le couvercle, c'est le plan Barre. Évidemment, le couvercle n'empêche pas l'ébullition. Jusqu'à l'annonce de la deuxième phase (baisse de la TVA), le plan Barre et son «blocage des prix» n'ont fait que stabiliser la hausse des prix.

Mais le but de ce «blocage» n'était pas de stopper durablement l'inflation mais de servir d'argument pour imposer aux travailleurs le blocage des salaires. Les négociations dans le secteur nationalisé prouvent que c'est bien dans cette politique que le gouvernement s'est engagé et que le patronat est appelé à l'imiter.

#### UN COMMERCE EXTÉRIEUR A LA DÉROUTE

Vingt milliards de francs lourds de déficit du commerce extérieur de l'impérialisme français ! Cela dépasse le niveau du déficit de 1974.

Le déséquilibre avec l'Allemagne a doublé par rapport à 1975 ; l'excédent sur la Grande Bretagne a presque disparu ; déficit accru avec les Pays Bas ; un déficit s'installe avec la Belgique alors qu'un excédent existait en 75 ; même avec l'Espagne, le solde du commerce extérieur devient négatif. Ainsi l'impérialisme français est en position difficile avec tous ses concurrents européens, comme avec les USA et le Japon. Dans le même temps, la RFA fait 80 milliards d'excédent et le Japon 50.

La dégradation du commerce extérieur est vraie pour tous les produits mais spécialement pour les biens de consommation. Dans ce cas, ce sont les importations qui s'élevèrent très rapidement (alors que les exportations progressent peu) : automobile, +60% ; textile et cuirs, +32% ; bois et papiers, +41%.

Globalement, les importations ont augmenté en 1976 de 19% alors que les exportations augmentaient deux fois moins vite (+9,5%).

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'on parle de plus en plus des tentatives de retour au protectionnisme (par exemple pour le textile), ce qui signifierait un nouveau pas dans le développement de la crise. Pour l'éviter, de nombreuses tractations sont en cours (notamment avec le Japon) pour «modérer» les déséquilibres commerciaux. Dans ces tractations, l'impérialisme français est toujours en position de demandeur, donc en position de faiblesse...

Demain : La stratégie de Barre : «Assainir, restructurer... redresser»

M. FLORAC

# POLITIQUE

## Après la libération d'Edmond Siméoni

# MANOEUVRES MUNICIPALES EN COULISSE

### Août 1975 - janvier 1977 dix-huit mois de lutte

**22 août 1975** : Des militants de l'ARC occupent la cave d'un gros propriétaire pied noir à Aléria. Poniowski envoie un véritable corps expéditionnaire et refuse de négocier. Dans l'affrontement, deux gendarmes sont tués.

**25-26 août** : Manifestations à Bastia contre l'interdiction de l'ARC : un CRS est tué.

**Septembre 75** : Nomination du préfet Riollacci.

**Février 76** : Création de l'APC qui reprend l'héritage de l'ARC.

**4 avril 76** : 20 000 manifestants à Bastia pour réclamer la libération des emprisonnés et la levée de l'occupation policière de l'île.

**17 mai 76** : Succès de la journée «île morte» à la veille du procès Siméoni.

**6 juillet 76** : Procès de Serge Cacciani accusé du meurtre du CRS de Bastia ; verdict : dix ans de prison ferme.

**22 août 76** : Date anniversaire d'Aléria, ouverture du Congrès de l'APC à Abbazia. Max Siméoni occupe la cave d'un colon à la tête d'un commando, il fait sauter les cuves et prend le maquis.

**Septembre 76** : Fieschi, président du Syndicat des transporteurs routiers corses, est condamné à 15 jours de prison ferme pour avoir bloqué avec son semi-remorque la passerelle d'embarquement d'un car-ferry à Ajaccio. Au cours d'une manifestation de protestation, les flics bloquent la ville d'Ajaccio. Le FLNC revendique la destruction de l'explosif d'un boeing sur l'aéroport d'Ajaccio. Sévère répression policière : des dirigeants autonomistes sont arrêtés et ne devront leur libération préventive qu'à une longue grève de la faim.

**Fin septembre** : Deux bergers sont découverts assassinés par des légionnaires déserteurs. Le peuple corse fait des obsèques émouvantes aux victimes et réclame le départ de la légion de Corte.

**7 octobre 76** : Barre annonce que le groupe d'instruction de la légion étrangère de Corte sera transféré sur le continent, mais dans le même temps, il annonce le doublement des effectifs de la légion à Corte.

**5 novembre 76** : Le tribunal de Bastia juge l'affaire des boues rouges, déversées par la Montedison au large du Cap Corse. La lutte en Corse avait débuté en 73-74 sur cette question.

**9 novembre 76** : Journée «île morte» en Corse pour la libération des emprisonnés de Lyon qui poursuivent leur grève de la faim. Plusieurs d'entre eux sont dans un état grave.

**12 novembre 76** : Les derniers détenus de Lyon sont remis en liberté provisoire.

**Décembre 76** : Lourdes peines de prison contre les dirigeants autonomistes arrêtés après l'explosion du boeing d'Ajaccio.

La libération du Docteur Edmond Simeoni a été accueillie en Corse avec beaucoup de satisfaction. Les klaxons des automobilistes ont salué cette libération. Tout le monde est heureux qu'Edmond Simeoni soit sorti enfin d'une cellule qu'il n'aurait jamais dû connaître.

Mais au-delà de la joie, un certain malaise pourtant transparait dans l'île. Pourquoi Edmond a-t-il été libéré précisément maintenant ? Sa libération est-elle sans lien avec certaines réunions entre élus et autonomistes ? Où va l'APC ? Une réunion a eu lieu récemment entre militants de l'APC et les élus de l'île, réunion d'autant plus surprenante si on se souvient des déclarations furieusement anti-autonomistes de ces derniers. De cette réunion où étaient présents l'APC, 4 MRG et 1 RPR, un communiqué est sorti condamnant «les violences» et réclamant des «apaisements» ainsi que «la libération des emprisonnés». Beaucoup de jeunes parlent de «tractations secrètes entre l'APC et les élus», «d'arrangement électoraliste». Un malaise certain existe jusque dans les rangs de l'APC où certains parlent «d'une erreur commise !».

#### DES MUNICIPALES SERRÉES

La compétition municipale est de fait déjà partie en Corse. Et elle est très serrée. A Bastia trois listes vont s'affronter. Une, présentée par la municipalité sortante : MRG (c'est-à-dire les clans) et PCF ; une liste majorité présidentielle ; enfin une lis-

te PS à tendance autonomiste, visant à récupérer les voix autonomistes.

A Ajaccio trois listes : une RPR (sortants) ; une RI ; une liste «union de la gauche» soutenue plus ou moins par les autonomistes. Dans le sud de l'île, quinze municipalités détenues par la majorité risquent de changer de main au profit de personnalités autonomistes.



A Corte, quatre listes vont sans doute s'affronter (RI, RPR, MRG-PCF, PS). Dans le nord de l'île, la poussée à gauche est probable.

L'attitude du pouvoir en Corse risque donc de se solder par un recul massif des voix de la «majorité» présidentielle dans l'île, recul qui affecterait en premier lieu les voix des RI, liés à Giscard. La présence du

RPR à la réunion avec l'APC est significative de la division de la majorité et de la volonté du RPR de tirer son épingle du jeu. Dans ces conditions, la libération de Siméoni n'est-elle pas aussi le fruit d'une course de vitesse entre les RI et les élus corses (gauche et RPR) pour ôter à ceux-ci un excellent cheval de bataille ? Giscard cherche à éviter une hemorrhagie probable de ses voix en Corse, la partie se promettant d'être serrée en 78. Un certain nombre d'électeurs RI étaient en effet gênés par l'emprisonnement d'Edmond et parlaient de s'abstenir, voter RPR ou à gauche.

#### UN REcul DU POUVOIR

Mais plus fondamentalement, c'est la révolte accumulée en Corse, la profondeur des aspirations populaires, les luttes menées (ainsi l'ORPEC, usine pharmaceutique à Ajaccio qui est en grève depuis 18 jours) qui ont été déterminantes. Aujourd'hui la jeunesse corse s'empare massivement du débat sur l'avenir de l'île, les moyens et les objectifs de la lutte. Et derrière la lutte entre tendances autonomistes, le point de vue anti-capitaliste commence à s'élaborer et les aspirations révolutionnaires cherchent leur débouché politique. C'est de cela avant tout que le pouvoir a peur aujourd'hui et c'est ce qui fait de la libération d'Edmond Siméoni, quelles que soient les arrières pensées, une victoire du peuple corse.

Pierre PUJOL

### INTERVIEW DE SIMÉONI A TF 1 :

#### Pour la «concertation générale»!

Après sa libération Edmond Siméoni a été interviewé par l'AFP et la télévision. L'impression qui ressort de ses premières déclarations, c'est celle d'une volonté de conciliation évidente et d'un ton plus modéré par rapport au pouvoir.

*«En sortant de la prison, la première pensée a été avant même ma famille pour les victimes d'Aléria (les gendarmes) !*

*«Je crois à la fraternité, à la volonté commune d'aboutir. Les problèmes essentiels entre la Corse et le continent c'est celui de l'incommunicabilité !*

*Reprenant ses thèses déjà développées au procès il ajoute : «Nous sommes contre le séparatisme» et précise ce qui serait pour lui le «premier progrès» :*

*«D'abord rétablir la confiance entre Corses et entre le peuple corse et le pouvoir central. Je formule le vœu que nous sortions de l'impasse... Pour un statut d'autonomie interne, il n'est nul besoin de modifier la constitution».*

*Il affirme que «le recul de 16 mois et demi de prison lui a été bénéfique» Voyons de quelle manière : «Je tenterai dans la concertation générale de promouvoir une œuvre de fraternité et de montrer que le problème corse ne se pose pas en termes d'antagonisme, mais en terme de complémentarité»*

*Interrogé sur sa candidature éventuelle à des élections «au service de ce peuple et au sein de la république française, je suis prêt à assumer toutes les tâches».*

*Les positions de Siméoni ne doivent pas nous surprendre. S'il a su à maintes reprises dénoncer la situation dans laquelle le pouvoir maintient la Corse, il a toujours situé son action, dans le cadre du système en place et à côté sa critique plus sur le terrain de la répartition du pouvoir que sur celui de sa nature.*

*Les dernières déclarations de Siméoni sont des indications sur le type de choix qu'Edmond Siméoni est en train d'envisager.*

# LUTTES OUVRIÈRES

## RENAULT-BILLANCOURT

Elections : Légère progression de la CGT

### GRÈVE AVEC OCCUPATION A L'ATELIER RMO

Les élections de délégués de personnel ont eu lieu jeudi à Renault-Billancourt. Dans le premier collège, 20.808 travailleurs étaient inscrits.

Sur les 14.330 votants, la CGT obtient 9.898 voix (soit 72,18 % des suffrages) la CFDT avec 1.822 voix en recueille 13,28 %. FO, CFTC et CFT totalisent 14,50 % des suffrages.

Comme n'a pas manqué de s'enorgueillir le syndicat CGT de Renault, il progresse de 2,37 %. De la sorte, il regagne un peu du terrain perdu l'année passée où la CGT avait enregistré un

recul de près de 10 %. Le bilan de l'échec de certains mouvements sectoriels, notamment la grève des pistoletiers, où les dirigeants de la CGT avaient délibérément empêché le soutien et l'extension de ces mouvements, comptait pour une bonne part dans ce recul. Les révisionnistes qui, au nom de la CGT Renault, clamaient que les résultats de jeudi sont une consécration de la politique qu'ils imposent dans le syndicat devraient plutôt mettre une sourdine à leurs accents triomphalistes : les 2,37 % de progrès ne signifient nullement que les travailleurs avalisent le soutien inconditionnel au «programme commun». Simplement,

pour mener la lutte contre le plan Barre et ses applications concrètes par Vernier-Palliez et Beullac, les travailleurs manifestent le besoin d'un outil syndical, puissant et efficace.

C'est le cas aujourd'hui à l'atelier RMO (machines-outils) où les travailleurs ont décidé la grève et l'occupation des locaux dès jeudi soir contre la menace du démantèlement de ce secteur.

RMO était jusqu'à ces dernières années un secteur florissant, produisant notamment des machines-transfert destinées à la fabrication de biens d'équipement. Beullac, quand il

était encore patron de la Régie, avant de s'installer au Ministère du Chômage dans le gouvernement Barre, avait conçu un plan de démantèlement de cet atelier. Une centaine de travailleurs sont directement menacés de licenciements ou de reclassement sans garantie du maintien du même salaire ou de la même qualification. Et ce ne sont pas les vagues promesses de faire redémarrer ce secteur en 1979 qui auront raison de la détermination des ouvriers de RMO. Hier, ils avaient ouvert les portes de leur atelier où de nombreux travailleurs des autres secteurs de la Régie sont venus leur rendre visite et leur témoigner leur solidarité !

### FIN DE LA GRÈVE DES COMÉDIENS

A l'issue du conseil politique des Républicains Indépendants, Poniowski a raffermi sa direction sur ce parti. De la même façon que Chirac dans le RPR, il est le maître absolu : les deux nouveaux organes de direction : le comité exécutif et le conseil politique, dépendent directement de lui, ainsi que le secrétaire général, les secrétaires nationaux et les conseillers nationaux. Il a également barre sur Griotteray, désigné délégué général, chargé de la préparation des législatives.

Selon les vœux de Giscard d'Estaing, Poniowski avait abandonné, en décembre 75, la présidence des Républicains Indépendants et officieusement, il n'a que le titre de président du conseil politique, le secrétaire général étant Dominati. Mais, en réalité, pour tenter d'endiguer l'offensive du RPR et remettre de l'ordre dans ce parti peu homo-

• Un réseau de traite des blanches alimentait une «officine» spécialisée travaillant pour la caserne de Calvi. C'est ce que vient de révéler un juge d'instruction de Marseille qui affirme que des femmes ont été amenées en Corse, contre leur gré, pour servir de victimes à cet odieux commerce.

## LUTTES OUVRIÈRES

Bennes Marrel (Vitrolles)

## Malgré l'arrêté d'expulsion l'occupation continue

«La direction voulait tenter le coup de force, explique le commissaire, après discussion, nous l'en avons dissuadé». Sous entendu «faites aussi un effort de votre côté, arrêtez l'occupation». Ce que ne dit pas ce flic, c'est que Andrézieux, dans la Loire, la direction a tenté le coup de force avec des cadres et qu'elle a lamentablement échoué, provoquant un mouvement de solidarité autour de la lutte. A 18 heures précises, le groupuscule anti-grévistes et la direction se présentent devant les grilles, comme à la parade. «Voulez-vous satisfaire à la loi ?» demande le patron aux délégués, à travers la grille. Devant la réponse négative : «Donc ce sera l'épreuve de force», répond-t-il. Voilà au moins qui est clair. Les réflexions de travailleurs fusent de toute part, malgré l'insistance des délégués et du représentant de l'USTM (Union Syndicale des Travailleurs de la Métallurgie) à être le plus silencieux possible.

«Vous pouvez vous attendre à des difficultés sérieuses mais ça vous regarde», menace la direction. «Vous n'avez qu'à négocier», réclament les travailleurs. «La négociation est impossible dans ces conditions».

ARRÊTEZ L'OCCUPATION, REPRENEZ LE TRAVAIL, APRÈS ON DISCUTERA !

Ces conditions sont refusées :

Derrière les entrées cadenassées, les grévistes continuent à occuper l'usine, regroupés autour d'un feu. Le froid est très vif. A chaque passage de voiture, comme à mon arrivée, tous se retournent vers les grilles. En effet, ce n'est pas le moment de diminuer la vigilance : dans quelques minutes, il sera 18 heures et d'après la justice patronale, dont la décision ne leur a été notifiée que ce matin, ils devraient arrêter l'occupation. L'huissier, le commissaire de police et deux de ses acolytes sont déjà là : «Que comptez-vous faire ?» «Nous continuons l'occupation» leur répond un délégué CGT. Pendant ce temps, dans un local voisin de l'usine, la direction et une poignée d'anti-grévistes discutent de la tactique à adopter.

sées : «Avant, il n'a jamais voulu discuter, il plaisante !» lance un gréviste. Pour la direction, tous les arguments sont bons : «Il y a ici plusieurs personnes qui veulent travailler, pourquoi vous opposez-vous à la liberté du travail ? C'est ça votre liberté ?». «Vous pouvez parler de liberté, rétorquent les grévistes. Et les dizaines de travailleurs qui ont été licenciés ou qui vont l'être, comme à S-Étienne ou ailleurs, quelle liberté ils ont ?» Un des éléments de la CFT agglutinée autour de la direction, hurle alors : «Laissez-nous travailler, peut être que quand on sera en régime communiste, ce ne sera plus la liberté, mais ce n'est pas encore le cas». L'épouvantail de fermeture de l'usine est également utilisé : «Quand il n'y aura plus de clients, plus de travail, ils pourront y rester dans l'usine. Ils ont connu l'époque en 68 et en 70 où il n'y avait plus de boulot».

«Le patron veut réquisitionner la force publique», signale l'huissier avant de partir. Les municipales aidant, les élus sont là pour écouter les uns et les autres. Un du parti révisionniste, et le candidat de la droite et de l'extrême droite mais ne parlant jamais du RPR, ni du soutien que Chirac va lui apporter personnellement à Marseille.

UN LARGE MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ EST NÉCESSAIRE

Judi après-midi, les forces de police ne s'étaient toujours pas manifestées. Comme l'a expliqué un syndicaliste CGT. «La situation est inchangée sauf que la direction a accepté ce matin de bavarder un peu, mais elle reste sur ses positions. Pour l'instant, nous sommes toujours sous la menace d'une intervention des forces de police. La direction a des contrats très fréquents

avec eux, mais on ne sait pas ce qu'ils préparent ; ils attendent peut-être un pourrissement de la situation. Nous en appelons à la solidarité de tous les travailleurs». En effet, il faut, plus que jamais, que cette lutte soit largement soutenue par les sections syndicales et tous les travailleurs de la zone industrielle et de l'étang de Berre. Sur cette question, comment se fait-il qu'aucune délégation de travailleurs ne soit venue au moment où les Bennes Marrel devaient être expulsées, même des autres usines où existent de nombreuses sections CGT métallurgie ou autres ? Alors que cette lutte ne doit pas rester isolée, que l'Union Départementale CGT sait très bien ce qui se passe dans les autres usines des Bennes Marrel, pourquoi n'est-il pas lancé une large campagne de solidarité qui aurait au moins l'avantage d'avoir une cible concrète, contrairement à la journée nationale du 5 janvier qui n'a eu aucun écho sur toute la région de Fos ? Faut-il en conclure que l'Union Départementale préfère voir la lutte pourrir «plutôt que de faire des vagues» qui risqueraient de troubler le champ de bataille électorale dans le département ?

Autant de questions qui trouveront une réponse dans le courant de cette lutte.

Robert RIVIÈRE

Lyon : Entreprise Moderne de Plomberie

### grève pour le 13<sup>e</sup> mois et 18 F de l'heure

Les travailleurs de l'Entreprise Moderne de Plomberie (E.M.P.) avec leur section syndicale CFTD (construction bois) sont en lutte sur les salaires depuis plus d'une semaine. Cette entreprise emploie cinquante-cinq personnes. Les ouvriers travaillent sur des chantiers et ils sont au rendement. Ils réclament le treizième mois et 18 F de l'heure (ce qui correspond à peu près à l'intégration de la prime de rendement dans le salaire). Il y a déjà eu trois réunions avec la direction qui ne veut rien céder sous prétexte de la crise économique mondiale.

Les travailleurs ont développé leur lutte : la semaine dernière, mercredi, jeudi, vendredi, ils débrayaient deux heures par jour et depuis ce lundi, ils sont en grève totale et tiennent, par roulement de deux équipes, des piquets toute la journée devant la porte de l'entreprise.

MUNZING (Montceau les mines)

C'EST LA REPRISE

### Vigilance pour imposer l'application de toutes les revendications

Le vendredi 30/12/76, c'était le refus de la direction de reconduire, l'échelle mobile pour 77. Les délégués demandent à être reçus par la direction après une semaine de tentative de négociations auprès du directeur. Le 7/1/77, après une entrevue du délégué du personnel, celle-ci maintient sa proposition. Une assemblée du personnel est décidée au réfectoire et il en ressort que les ouvriers sont décidés à se battre avec énergie, malgré une désapprobation de la majorité des employés, cadres et agents de maîtrise.

Le lundi 10/1/77, après une dernière tentative de conciliation demandée par tous les représentants du personnel à la direction, celle-ci refuse de négocier de même que la direction générale à Paris. Ultérieurement, le vendredi 7/1/77,

après un vote massif du personnel, pour la grève avec occupation des locaux à partir de lundi 10/1/77, certaines fuites ont permis à la direction de déménager la plupart du matériel dans la journée du dimanche 9 janvier 1977.

Le lundi après, c'est la décision de l'occupation, la grève est très bien suivie par la majorité (90 %). Le mercredi, à l'appel de la direction (par voie de presse), à la reprise du travail pour le personnel non-gréviste, celle-ci fait constater la fermeture des portes par un huissier et peut engager des poursuites contre les occupants. On se doute que la direction se plie à la pression de la chambre patronale de Saône-et-Loire, et des patrons des bassins miniers, pour l'application stricte de la circulaire d'art-CNPF. Les représentants du personnel, après la tentative d'intimidation de la direction de mercredi décident d'intervenir auprès de la municipalité de la ville. Après l'entrevue, celle-ci décide d'entamer des discussions en vue d'un compromis entre la direction de l'usine et les grévistes. Discussion qui aura lieu deux fois le jeudi 13/1/77 le matin et le même jour à 19 heures. Le compromis qui en ressort à été adopté à l'unanimité par le personnel gréviste, le vendredi matin et l'occupation est ainsi suspendue.

Les revendications sont très largement «acceptées» par la direction : reste à imposer dans les jours qui viennent leur application ! Les travailleurs restent vigilants !

Un ouvrier de l'usine

• DES DIZAINES DE MILLIERS DE TRAVAILLEURS DE L'AMEUBLEMENT ONT DÉBRAYÉ HIER : C'est environ 30 000 travailleurs du secteur de l'ameublement qui, hier, ont effectué des débrayages allant de 2 h à 2 h 30. Un OS dans ce secteur touche un salaire inférieur au SMIC, 1 369 F. Depuis dix ans, 7 000 licenciements ont eu lieu et plusieurs entreprises de ce secteur menacent de fermer.

Société Nationale Industrielle Aéro-Spaciale (SNIAS)

## OPPOSONS-NOUS AUX 1500 LICENCIEMENTS

C'est avant hier soir, à la réunion de la commission «emploi» du Comité Central d'Entreprise, que la direction de la SNIAS (Société Nationale Industrielle Aérospatiale) a annoncé officiellement qu'il y aurait 1 550 effectifs «comprimés» pour l'année 1977.

Cette mesure qui devait être confirmée hier soir au comité central d'entreprise a été suivie aux 1 000 licenciements ayant eu lieu depuis trois ans dans la société aéronautique. Pour aire admettre ces mesures, la direction générale emploie une tactique qui cette fois consiste de faire long feu car c'est la même employée depuis un bon bout de temps. En effet, pour elle, il n'y aurait pas de chômage, mais des mesures permettant au contraire de l'éviter. S'agit des mises en prétraite et des mutations, ces mesures que les travailleurs de l'usine de Chateau-

roux (Indre) connaissent bien : l'année dernière on leur a proposé d'aller travailler... à Bourges ou dans la région parisienne, c'est à dire à des centaines de kilomètres de chez eux, devant tout vendre !

D'ailleurs, la direction générale, est tellement peu convaincue des «bienfaits» de ces mesures qu'elle prévoit cette fois-ci que les travailleurs pourraient les refuser ! Elle prévoit dans ce cas des licenciements en pure forme, des réductions d'horaire et du chômage partiel.

Pour la direction, enfin, ces mesures sont inévitables vu que l'ensemble de la construction française connaît une crise liée à la réduction des commandes nationales, (et au succès des concurrents capitalistes américains) et plus particulièrement que le secteur hélicoptères, en expansion



pendant plusieurs années, a vu depuis un an une baisse importante des ventes.

Mais est ce le problème

des travailleurs ? Certes pas ! Un seul problème les préoccupe : leur emploi. C'est ce qu'ils ont montré hier après midi, en manifes-

tant, à Paris, au siège social de la SNIAS dans le 16<sup>e</sup> arrondissement. Non ne laissons pas passer les 1 500 licenciements !

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## Basques :

### NOUVEAUX INCIDENTS À L'ÎLE D'YEU Communiqué d'Askatasuna

- Restriction des déplacements des réfugiés.  
- Refus du Préfet en ce qui concerne la prise en charge médicale.

Le lundi 10 janvier, les dix réfugiés politiques basques assignés à résidence à l'île d'Yeu nous font savoir que les CRS les ont obligés, aujourd'hui, à regagner leur hôtel à 12 h 30, avec obligation impérative de le faire désormais tous les jours, ainsi que le soir à 19 heures. Cette mesure a été immédiatement exécutée, avec usage de la force, ce qui a provoqué de nombreuses réactions indignées de la population alors présente.

D'autre part, à la demande formulée par Mlle Altuna et M. Benaran de remboursement de frais pharmaceutiques nécessités par leur actuel état de santé, le Préfet de la Vendée a

opposé un refus, prétextant la possibilité pour les réfugiés d'exercer, sur l'île, un travail.

Or, il est de notoriété publique que les réfugiés ne sont pas en mesure de travailler pour les raisons évidentes suivantes :

- Absence de papiers (les autorités refusent de les délivrer).  
- Obligation de se déplacer par groupe de trois.

- Restrictions des déplacements.  
Ceci sans compter le chômage qui affecte aussi l'île d'Yeu.

Détention déguisée, détention renforcée, jusqu'à quand ?

Comité de solidarité avec la lutte du peuple basque  
adresse provisoire :  
24, quai Ravel  
64 500 Ciboure

## APRÈS LA CATASTROPHE DE CLÉRIEUX LES FAMILLES DES VICTIMES SE BATTENT POUR QUE TOUTE LA VÉRITÉ SOIT FAITE

Depuis le 9 avril 1976, jour de la catastrophe qui fit 6 morts et 4 blessés, de nouveaux faits sont venus dévoiler les dangers auxquels le M.G.M. soumet ses travailleurs :

- Le 26 mai, au cours du déblaiement des débris de l'usine de Clérieux, une explosion fait deux blessés.

- Le 6 décembre à l'usine de Bourg-les-Valence, un incendie détruit un entrepôt de produits feutrés situé tout près d'autres bâtiments où étaient stockées des matières explosives.

**Voilà qui ne peut que renforcer la détermination des familles des victimes de l'explosion de Clérieux : elles s'organisent en Association pour unir leurs efforts et engagent plusieurs actions.**

D'abord, elles se méfiaient énormément de la justice car il y avait déjà eu un précédent en 74 à l'usine de Valence avec la mort d'un ouvrier : l'affaire avait été tout simplement étouffée alors que les responsabilités de la M.G.M. étaient accablantes.

C'est la raison pour laquelle les familles se sont rendus à deux reprises chez le procureur de la République de Valence pour demander des comptes :

- Le 23 septembre, elles imposent une accélération de

la procédure judiciaire qui tendait à traîner en longueur.

- Le 2 décembre une nouvelle délégation à laquelle s'était joint le responsable de l'U.D. CGT (qui s'est porté partie civile) exige la communication du dossier pour que les résultats de l'enquête officielle soient connus au plus vite, et signifie au magistrat que les familles ne sauraient attendre très longtemps le jugement des responsables. Les pressions semblent avoir porté leurs fruits car la procédure paraît aller un peu plus vite et le

dossier va être remis aux avocats.

Ensuite, les familles doivent à nouveau affronter le cynisme sans scrupule du groupe Gévelot, propriétaire de la M.G.M. : alors que tout l'accuse, la mort de 6 ouvriers n'a en rien modifié ses projets pour accroître ses profits. Il avait prévu, en effet, que l'usine de Clérieux devait être agrandie pour devenir une unité de production « modèle » et, dans ce but, a déposé une demande d'autorisation à la préfecture de la Drôme.

Avant de prononcer son avis (certainement favorable !), cette dernière a ordonné une enquête de commodo et incommodo qui devait en principe déterminer les dangers auxquels cette nouvelle installation risque d'exposer les habitants des alentours. Mais le commissaire désigné à cet effet ne possède aucune qualification pour examiner les risques de ce projet, il est aussi ancien candidat UDR aux élections cantonales : voilà bien peu

de garanties pour que les intérêts et la sécurité des travailleurs soient préservés.

Les familles se sont alors mobilisées et faites entendre auprès de ce commissaire et du préfet pour qu'aucun accord ne soit délibéré au groupe Gévelot tant que le jugement condamnant les responsables du crime de Clérieux ne sera pas rendu et tant que toutes les conditions de sécurité ne seront pas clairement assurées à la M.G.M.

En effet, elles ont obtenu des résultats puisque le préfet hésite à accélérer les plans du groupe Gévelot.

La lutte des familles des victimes de la catastrophe de Clérieux en est à ses premières étapes, elle aura d'autant plus de force que les autres travailleurs de la région la soutiendront activement pour que soient dénoncés et vengés ces crimes du capitalisme.

Cor. Drôme

## DAMPPIERRE EN BURLY (LOIRET)

### 4 morts à la centrale de Dampierre CAPITAL ASSASSIN !

Le sang ouvrier a coulé mercredi sur le chantier de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burlay près de Grais (Loiret). Quatre travailleurs sont morts atrocement mutilés : Michel Protou (32 ans), Bannassa Ahouari (32 ans), Saïd Labiod (34 ans) et Charles Figugui ont payé de leur vie les super-profits

réalisés par la classe des capitalistes.

C'est vers 11 h 40 mercredi au sommet d'une tour de refroidissement que la flèche d'une grue bascula dans le vide arrachant au passage une équipe de l'entreprise Coignet. Happés par la masse de dix tonnes, quatre

travailleurs firent une chute de 175 m. Une fois de plus la presse locale veut faire croire à la fatalité : elle insiste lourdement sur les normes de sécurité qui, selon elle, étaient scrupuleusement respectées sur le chantier.

Mais «La Nouvelle République du Centre-Ouest» bat tous les records en osant écrire que «L'accident» va retarder les travaux car le béton encore frais a été abîmé. Toujours selon le même journal, c'est «un record européen de la technique française qui a été ainsi terni !» Non ce n'est pas la fatalité qui a tué à Dampierre. Une fois de plus c'est le système capitaliste. Pour la presse aux ordres et la fédération du PCF du Loiret, il s'agit «d'accident du travail». Nous, nous disons assassinat, car nos quatre camarades ont bel et bien été assassinés par la violence légalisée des exploités, pour la bourgeoisie, leur mort se ramène à des chiffres statistiques, pas pour nous ! Nous les vengerons !

Correspondant Gien

## EXPLOSION RUE DE PICPUS 3 MORTS, VINGT BLESSÉS

Judi, un peu avant 10 h 30, une explosion très violente avait lieu à l'angle du boulevard et de la rue de Picpus. La force de la déflagration a fait voler en éclats les vitrines de la boulangerie et de la cordonnerie, situées de l'autre côté de la rue. Des lambeaux de rideaux ont été projetés à plus de dix mètres, dans les arbres devant la façade.

Deux personnes sont mortes sur le coup : un passant qui se trouvait sur le trottoir, à proximité du lieu de l'explosion et une habitante de l'immeuble, qui est passée à travers son plancher. Une troisième personne est morte à la suite de ses blessures. Enfin, une vingtaine de personnes ont été transportées dans les hôpitaux proches, le visage et les

mains criblées d'éclats de verre ; certains sont encore dans un état grave.

On constate que chaque hiver les accidents de ce type se multiplient. Ils sont du, pour une part importante à la vétusté et au mauvais état des installations. La dramatique explosion de la tour d'Argenteuil, il y a quelques années, est restée dans toutes les mémoires, ainsi que les fautes dramatiques qui étaient à son origine.

Les habitants de l'immeuble, ayant senti une odeur persistante de gaz, et suspectant une fuite, avaient téléphoné au Gaz de France qui avait envoyé des contrôleurs la veille de l'accident. Après enquête, ceux-ci n'avaient pas décelé de fuite de gaz...

## Mort de Henri Langlois, fondateur de la Cinémathèque

Langlois commença dès l'âge de 18 ans à collectionner les films. On raconte qu'il les entreposait chez lui jusque dans sa baignoire et que tout son argent passait dans le rachat de bobines promises au pilon. En effet, à cette époque, dans les pays capitalistes, les films étaient irrémédiablement détruits, quelle que soit leur qualité. Ils étaient fondus et transformés en vernis à ongles, lorsqu'ils avaient cessé d'être rentables. Langlois avait compris que les films, comme toute œuvre d'art, devaient être conservés, qu'ils étaient des témoignages essentiels de notre histoire. Cette action, complètement incongrue aux yeux des capitalistes pour qui un film, ce n'est rien d'autre qu'une source de profits Langlois l'a poursuivie malgré tous les obstacles, seul le plus souvent.

En 1936, il crée la Cinémathèque où il ne se contente pas d'entreposer des films comme un collectionneur maniaque. Il l'ouvre aux cinéastes et aux cinéphiles qui ont ainsi accès à

Henri Langlois, le fondateur de la Cinémathèque, est mort jeudi, à Paris, d'une crise cardiaque, à l'âge de 62 ans. Bien qu'il n'ait jamais créé de film, il a fait plus pour le cinéma que bien des réalisateurs. Nous lui devons de pouvoir revoir aujourd'hui des dizaines de chefs d'œuvre qu'il a arrachés à la destruction.



des films du passé et à des documents d'actualité qui, sans Langlois, auraient à jamais disparu.

Pendant l'occupation allemande, son opiniâtreté et sa fermeté, son habileté sauvent un bon nombre de films des autodafés ou de la rapine des nazis.

En 1945, la Cinémathèque

est officiellement reconnue et dotée d'une maigre subvention, mais c'est l'action de Langlois qui assure la continuité et l'élargissement de la Cinémathèque.

Infatigable, Langlois continue d'acquiescer des milliers de films de tous les pays. La Cinémathèque possède aujourd'hui plus de soixante mille films. En 68, Malraux, ministre de la Culture veut retirer Langlois, trop indépendant vis-à-vis de l'administration, de la direction de la Cinémathèque. Une manifestation de solidarité immédiate des professionnels du cinéma contraint Malraux à revenir sur sa décision. Mais l'existence de la Cinémathèque, malgré les services rendus, demeure précaire. Langlois est mort presque dans le dénuement, et la cinémathèque est lourdement endettée. Le pouvoir maintient, malgré ses bonnes paroles, un mépris total pour le cinéma, sauf pour le censurer !

S. L.

## CLINIQUE DES LILAS

### LA POPULARISATION SE POURSUIT

Mardi 11, l'assemblée générale du comité de soutien des usagers a réuni environ cent cinquante personnes, autour de la section CFDT du personnel en lutte contre la fermeture. Les possibilités d'attribution du statut «hôpital privé» (et d'une convention avec le secteur public) se précisent. Mais la durée habituelle des formalités étant de plusieurs mois à un an, la lutte doit imposer une négociation rapide. En

effet, une partie des quarante salariés n'a toujours pas perçu la totalité de son salaire de décembre (sans parler des arriérés : 16 millions d'AF), et pour janvier, c'est l'inconnu !

La popularisation se poursuit :  
- réunions avec des travailleurs de la clinique autour d'un film vidéo,  
- interventions sur des marchés,

- contacts avec des travailleurs de la santé, les organisations syndicales, etc.  
- une brochure sur la clinique et la lutte est prévue.

Samedi, 20 H : commissions.

Mardi, 20 H : assemblée générale à la clinique (14, rue du Coq Français - 93 Les Lilas).

Soutien financier :  
Chantal Montlouis  
Clinique des Lilas

## CARNET DE VOYAGE D'UN CHEMINOT

## L'ANGLETERRE DANS LA CRISE

Pour les cheminots, les «vacances d'été» font chaque année l'objet d'une petite bataille pour «poser ses congés à temps», dès février souvent... Mais, en fait, pour la plupart des cheminots travaillant en poste (4x8), des congés de semaine sautent, des «repos compensateurs» non utilisés s'accumulent. Certains se voient alors proposer par les chefs de gare, le bureau du personnel, les directions de circonscription ou de région, le paiement des jours non pris. Des luttes ont déjà eu lieu, sur le principe : «on n'achète pas la santé, les loisirs, et les repos». Mais, il n'est pas rare de prendre ses «grandes vacances» en fin d'année par exemple ! C'est ce qui s'est passé pour moi en 76, où j'ai profité des congés pour aller visiter l'Angleterre.

Il est important de bien saisir actuellement ce qui se passe en Angleterre. Le parti travailliste au pouvoir s'apparente beaucoup aux sociaux-démocrates du genre Mitterrand. Ils font partie de la même internationale socialiste. La situation de la bourgeoisie anglaise est différente de la nôtre. Les traditions de lutte de la classe ouvrière également. Mais l'acharnement des sociaux démocrates à tout

faire pour sauvegarder les intérêts de la bourgeoisie, à faire peser tout le poids de la crise sur les travailleurs tout en se servant d'eux pour venir au pouvoir, est le même d'un côté et de l'autre de la Manche. Mensonges et chantages se succèdent de la même manière. Méfions nous donc et servons nous de l'expérience amère de la classe ouvrière anglaise pour dénoncer ces agents zélés de

la bourgeoisie. Barre lui-même n'est-il pas en admiration devant le «contrat social» de Callaghan, contrat de misère pour les travailleurs ? Comment ce pays, l'un des précurseurs de la révolution industrielle en Europe, l'un des plus anciens et des plus puissants pays colonialistes, en est-il arrivé à ne plus pouvoir faire face à la concurrence de ses partenaires du marché commun ? Combien de temps encore la bourgeoisie anglaise réussira-t-elle à museler la classe ouvrière par le système du bipartisme ? Comment celle-ci supporte-t-elle le plan d'austérité que lui impose le parti travailliste au pouvoir en collaboration avec les «Trade Unions» (syndicats anglais) ? Quelles perspectives de luttes, elle se fixe ?

Telles sont les questions que j'avais à l'esprit en discutant avec les travailleurs dans les bus, métro, train, etc. en rencontrant des syndicalistes, en rendant visite à des familles populaires.

la bourgeoisie. Barre lui-même n'est-il pas en admiration devant le «contrat social» de Callaghan, contrat de misère pour les travailleurs ?

A la gare Victoria à Londres, travaillent de très vieux cheminots. En Angleterre, la retraite pour les cheminots est à 65 ans (55 ans en France). D'emblée on sent contre la classe ouvrière la même soif de

profit qu'en France. A cette différence près que là-bas les restructurations n'ont pas encore eu lieu comme chez nous.

Un cheminot m'expliquera qu'il y a deux ans, un projet de modernisation de l'ensemble des installations et des locomotives a été envisagé, mais avec les difficultés économiques, les capitalistes anglais ont provisoirement noyé le projet.



Les cheminots anglais manifestent pour les salaires.

Aussi le matériel est ancien. Les portes s'ouvrent encore vers l'extérieur, l'alimentation électrique se fait par une troisième voie (ce qui est dangereux : une personne traversant la voie

peut s'électrocuter).

Mais les transformations nécessaires ne sont pour les capitalistes que des prétextes à aggraver les conditions de travail.

(à suivre)

● GRANDE-BRETAGNE : RÉDUCTION DU BUDGET DE LA DÉFENSE : Le gouvernement britannique envisage de réduire son budget de la défense de 300 millions de livres d'ici deux ans. D'autre part, le bruit court d'une dévaluation de la livre.

● USA-JAPON : Carter a annoncé qu'après son arrivée au pouvoir, il rencontrerait rapidement le premier ministre japonais Fukuda.

● AFRIQUE DU SUD : A la suite de rafles dans les ghettos africains du Cap, la police raciste a arrêté 95 personnes, en particulier des jeunes, qu'elle accuse d'attentats contre les écoles dans le cadre du mouvement contre l'enseignement des racistes.

● DES NAVIRES ISRAËLIENS ET DES MISSILES ALLEMANDS LIVRÉS À L'AFRIQUE DU SUD : Israël fabrique des navires pour le compte de l'Afrique du Sud dans le port de Durban. Ces navires seront équipés d'armes livrées par l'Allemagne de l'Ouest, a révélé un responsable de l'ANC. Les armes allemandes ont été chargées dans le port de Brême, dans des caisses portant étiquette pour l'Afrique du Sud. Elle vont arriver incessamment à Durban. Les vedettes construites par Israël seront ainsi équipées chacune de deux missiles Gabriel.

## Sri Lanka

## Importants mouvements de grève

L'armée a occupé les dépôts d'autobus de Colombo, après que les employés aient décidé de se mettre en grève. Ils rejoignent ainsi les employés du chemin de fer qui poursuivent leur mouvement depuis plus de dix semaines. Les syndicats de plusieurs services publics et privés ont décidé également de se joindre au mouvement.

Le gouvernement de Sri Lanka répond aux revendications des travailleurs en envoyant l'armée. C'est ainsi que quelques trains circulent sous protection militaire, et qu'il a été fait appel aux réservistes pour renforcer les forces de répression. La presse est soumise à censure depuis lundi.

## CORVALAN PROPOSE UNE ALLIANCE ... AVEC L'ARMÉE

A la télévision italienne, Corvalan a lancé l'idée d'un gouvernement de large union incluant la démocratie chrétienne comme alternative au fascisme en place au Chili. Et Corvalan de préciser avec aplomb : «La majorité des militaires souhaite mettre fin à la répression et à la situation actuelle».

● ONU : PLAINTE DU BOTSWANA : Le Botswana a présenté devant le Conseil de Sécurité, sa plainte contre les agressions récentes du régime raciste de Rhodésie.

République Arabe Sahraouie Démocratique  
VERS UNE RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DU POLISARIO

Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés est arrivé à Oran, afin de visiter les camps de réfugiés sahraouis de Tindouf. Le Haut Commissaire a déclaré : «Je veux personnellement me rendre compte de la situation... J'ai l'intention d'avoir des entretiens sur tous les aspects du problème afin de faire un rapport au secrétaire général des Nations Unies».

D'autre part, une délégation du Front Polisario a été reçue par le secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA). Ces deux faits montrent que, au sein des instances internationales, la légitimité de la lutte du peuple sahraoui est de plus en plus reconnue.

et remet en avant les mêmes conceptions qui ont donné le champ libre.

## Djibouti

## NOUVELLE LOI ÉLECTORALE

Le conseil constitutionnel vient d'autoriser le gouvernement à modifier par ordonnances les circonscriptions électorales de la Côte d'Ivoire. Cette modification permettra au gouvernement colonialiste de mieux influencer sur la composition de la prochaine assemblée qui aura un caractère constituant en prévision de l'indépendance. L'impérialisme français prend ses précautions.

Remarque : la loi électorale précédente n'avait-elle pas permis de manipuler complètement la précédente assemblée ?

## «L'événement» à TF 1

## LE CHAH D'IRAN MET SON FILS EN VEDETTE

Convoqué à Téhéran par le Chah, le laquais radio-phonique, Léon Zitronne, avait la mission de faire entrer dans la presse à potins princiers le fils du Chah. Puisque le fils doit remplacer le père dans quelque temps, et qu'il commence déjà à serrer des mains, avant de faire couper des têtes, le père veut que

le fils profite de la tribune qui lui était servie pour se faire admirer par le monde entier.

«Il est tout comme son père, disait Farah Dibah, je suis fière de mon fils». Bref, les propos habituels de la presse-larbin dont Zitronne fait partie ; mais combien inquiétant pour le peuple iranien.

● IRAN : LES COMPAGNIES SERONT-ELLES PRIVÉES DE PÉTROLE ? L'Iran aurait prévu de refuser de vendre du pétrole à toute compagnie qui n'honore pas intégralement le contrat signé entre elle et l'Iran. Après avoir réduit sa production, à la suite de la réduction des enlèvements, l'Iran prend d'autres mesures destinées à mettre en échec les tentatives des compagnies de faire baisser les prix du pétrole.

Le Chah s'est fait poser quelques questions : sur l'armée, il dit : «Nous sommes le verrou du monde so-disant libre». Sur les exécutions : «Ce sont des hors-la-loi, on doit aussi les mettre hors d'état de nuire». «Cruel ? Non ce sont les institutions d'Etat qui ont pour travail de rechercher ceux qui menacent ce pays». «Je suis le père de mon peuple» etc... Sur Amnesty : «Je ne peux vous dire tout ce que je sais, mais Amnesty complète contre mon pays».

Zitronne avait reçu pour mission précise de donner l'occasion au Chah de déverser à la télévision tous ces propos déjà tenus dans son livre récent, autant que d'assurer la promotion du fils selon les méthodes de France-Dimanche.

L'événement à la télévision était une honteuse insulte au peuple d'Iran, mais aussi au peuple français auquel on voulait faire apprécier la vie familiale du Chah, «parce que les soucis, les enfants, le travail sont les mêmes», et puis «le Chah est tellement simple», disait Farah.

# INTERNATIONAL

## CARTER PRÉPARE SON INVESTITURE : INFLATION EN HAUSSE, CHÔMAGE ÉLEVÉ

La semaine prochaine verra l'investiture de Carter. Si les problèmes posés par le déclin de l'impérialisme américain, sur la scène internationale, domineront, la situation intérieure est également grave.

7 600 000 personnes sont officiellement au chômage, soit 7,9 %. Parmi les noirs, le taux de chômage réel est de 25 %, officiellement il n'y a que 13 % d'inscrit. Le taux monte à 60 % pour les jeunes.

Les prix ont monté de 0,9 % en décembre, essentiellement les prix alimentaires, la volaille et le porc notamment, qui, en moyenne ont monté de 2,7 % en un mois !

Les États-Unis à la veille des élections sont dans la crise. Ford dans son discours d'adieu était bien content de lui, en affirmant que l'État de l'Union était bon : aucun problème n'est réglé, et Carter n'a pas plus de moyens que Ford pour le faire.

## PANAMA : «L'OBJECTIF : LIQUIDER L'ENCLAVE COLONIALE»

Un grand rassemblement a eu lieu à Panama le 9 janvier pour commémorer le 13<sup>e</sup> anniversaire de la lutte patriotique anti-américaine de 1964. Au cours de ce rassemblement, où il y avait plus de 3 000 Panaméens, le ministre des Affaires Étrangères a dit : «L'objectif primordial national pour nous, les Panaméens, est de liquider l'enclave coloniale existant au cœur de notre territoire souverain où une administration étrangère s'est ingérée dans l'exercice de notre souveraineté... Non seulement, nous voulons acquérir une souveraineté effective et restaurer la dignité nationale, mais nous devons également avoir l'assurance que dans un laps de temps, nous jouirons de tous les bénéfices de notre contrôle complet du canal... Aujourd'hui, le monde entier nous soutient et nos frères d'Amérique Latine s'unissent monolithiquement au Panama dans la défense de notre cause».

## LES SYNDICATS BRITANNIQUES BOYCOTTENT L'AFRIQUE DU SUD

Les syndicats britanniques ont décidé de boycotter les liaisons avec l'État raciste de l'Afrique du Sud, pour une semaine, à partir de dimanche. Les postiers refuseront d'acheminer le courrier vers cet État et les communications téléphoniques seront arrêtées. Le syndicat des transports, des marins et des travailleurs généraux s'est joint à ce boycott. Le secrétaire de ce syndicat, Jack James a protesté auprès de la haute commission d'Afrique du Sud contre le maintien en prison de nombreux syndicalistes par le régime raciste. Il a déclaré au cours d'une conférence de presse : «J'espère que tous les membres du syndicat impliqués dans le commerce avec l'Afrique du Sud feront tout ce qui est en leur pouvoir, par des décisions démocratiques, en vue de boycotter le commerce avec

*l'Afrique du Sud». Il est possible que les dockers se joignent à ce mouvement.*

Le secrétaire du syndicat des postes, Tom Jackson, a déclaré qu'il a appris que les navires sud-africains vont être boycottés en Norvège et au Canada, que les ports seront fermés au Pays-Bas et en Australie devant les navires du régime raciste, et qu'en Italie, les avions sud-africains ne pourront pas atterrir pendant 3 jours.

Les députés conservateurs protestent contre cette action, mais le gouvernement travailliste est dans l'embarras : sa politique vis-à-vis du régime raciste est contraire à ce boycott. Pour régler la question de la Rhodésie, il demande aux Africains d'attendre deux ans encore pour la prise du pouvoir et il envisage les négociations en liaison avec l'Afrique du Sud, prenant en considération les intérêts de cet État.

## ITALIE : SOMBRES RUMEURS POUR LA BOURGEOISIE

Le gouvernement Andreatti serait sur le point de s'éteindre. Des rumeurs disent que ce serait pour le début février. Le plan d'austérité n'a rien donné sinon qu'il a fait naître une résistance de plus en plus forte aux mesures anti-ouvrières de la bourgeoisie. Sous son égide, la crise économique s'est encore aggravée. Le PCI serait-il l'alternative ?

Pour lui, ce n'est pas commode : il est peu empressé de porter la responsabilité des mesures d'austérité que la DC n'a pas pu imposer comme le blocage des salaires, à un taux très

bas. La crise qui secoue la DC secoue aussi le PCI : ce n'est plus le temps où il proposait de grandes réformes qui sortiraient l'Italie de la crise.

Sera-t-il obligé de prendre en mains les choses ? Andreatti disparu, il semble que toutes les solutions politiques en dehors du PCI soient épuisées. Ce sera alors à lui d'imposer pour 1977 les deux millions de chômeurs et les 20 % d'inflation puisque, comme il l'explique, Andreatti ne peut appeler à la solidarité, car il n'a pas la confiance des travailleurs.

## TCHÉCOSLOVAQUIE

# DES ARRESTATIONS EN PRÉPARATION

Après l'éditorial du Rude Pravo, menaçant ceux qui s'opposent à l'occupation soviétique et au gouvernement collabo, on s'attend à une nouvelle vague d'arrestations. Juste avant la publication des menaces, des signataires de la charte 77 avaient été arrêtés et ont subi 22 heures d'interrogatoire et en deux jours, sans l'assistance d'aucun avocat.

A la suite de la publication de la «charte 77» à la fin de la semaine dernière par un groupe d'intellectuels qui réclamaient le respect des libertés constitutionnelles, les révisionnistes tchécoslovaques se déchainent, le

journal du parti révisionniste collabo, Rude Pravo, écrit : «Les inspireurs du pamphlet donnent au mot liberté et droit un sens particulier... ils veulent que les droits et les libertés qu'ils réclament leur permettent de prêcher l'anti-soviétisme et de briser, encore une fois, la puissance de l'État socialiste».

Leur État, la puissance de leur État est étroitement liée aux soviétiques, à la puissance des chars soviétiques et c'est pourquoi, ils se mettent en rage contre ceux qui osent dénoncer l'occupation du pays. Les révisionnistes tchécoslovaques se

déchainent pour défendre la présence des chars de Brejnev à Prague.

Et ils dénoncent ceux qui dans le monde dénoncent l'occupation de la Tchécoslovaquie : «Ils comptent parmi tous ceux qui ont été gravement alarmés par la détente internationale».

Pour Husak la détente c'est les troupes russes à Prague. Il reprend servilement l'affirmation cynique de Brejnev selon laquelle l'invasion de la Tchécoslovaquie n'était pas une agression. Il apparaît comme les pires fantoches que les américains suscitaient lors de leur puissance quasi-hégé-

monique. Il glorifie la servitude à laquelle les soviétiques veulent soumettre le peuple tchèque. Il se fait les agents directs de l'occupation. Il s'appête à une vaste campagne de répression.

«Tout nouvel essai est voué à l'échec au départ : l'année 1968 ne se répétera pas». La menace contient en elle même un aveu : les troupes russes, la répression brutale de la part des fantoches n'intimide plus les patriotes. Husak peut aggraver la répression, Brejnev multiplie les chars, ils ne parviendront pas à étouffer une résistance qui s'est formée dans les 9 années d'occupation.



Pilsen 68  
«Occupants, rentrez chez vous»

Dès les premiers jours : la résistance

• Un ancien officier du KGB, Alexei Myagkov, a déclaré dans une interview qu'il y a 200 à 300 agents de la KGB qui travaillent aux Pays-Bas. 25 membres de l'ambassade soviétique et de la mission commerciale à Amsterdam sont agents du KGB. Parmi tous ces agents, il y a environ 120 agents qui sont clandestins, qui ont l'intention de se manifester en cas de guerre, a déclaré l'ancien officier du KGB.

## LA CLASSE OUVRIÈRE D'ESPAGNE FACE AU PLAN SUAREZ

ROCA (BAIX LLOBREGAT)

Les ouvriers de Roca, près de Barcelone, continuent leur lutte entamée le 8 novembre 1976, pour la réintégration de 46 délégués licenciés.

Le 2 janvier, à la suite de nouvelles manifestations et d'affrontements avec la police, la direction révisionniste des «commissions ouvrières» s'est désolidarisée ouvertement des grévistes, en taxant leur légitime défense de «provocations».

Actuellement, de nombreux grévistes sont en instance de jugement en

raison d'affrontements semblables.

La grève générale a été décidée en principe dans tout le Baix Llobregat pour le 22 janvier, jour du jugement.

NAVARRÉ

Le conseil des entrepreneurs de Navarre, réuni mardi soir, a décidé le lock-out dans tout le secteur de la Construction jusqu'au 16 février. Le lendemain matin, à la suite d'une manifestation de cinq cents travailleurs à Pampelune, les deux derniers ouvriers des 39 détenus, après l'occupation d'une église, ont été libérés.

Les ouvriers de la Construction de Navarre sont en grève depuis plus de cinquante jours pour obtenir une augmentation de salaire et l'amélioration de la convention collective, malgré le blocage du plan Suarez.

Lâché par les torçés réformistes et révisionnistes qui défendent, au contraire, la nécessité du «Pacte national» pour résoudre la crise économique, la classe ouvrière se heurte à un mur de répression lorsqu'elle remet en cause le blocage des salaires, le licenciement libre et par là même, le plan Suarez.

## POLOGNE

### LA CAMPAGNE CONTRE LE COMITÉ DE SOUTIEN AUX OUVRIERS FRANCHIT UNE NOUVELLE ÉTAPE

Un membre du comité de défense des travailleurs victimes de la répression, constitué à la suite de la répression des manifestations de Radom, a reçu une lettre signée : «travailleurs de Zielona Gora» qui déclare : «Les gens du comité n'ont aucun lien avec la classe ouvrière mais ont entrepris des activités contre le peuple polonais». L'activité essentielle du comité a jusqu'à présent été de demander la libération des ouvriers de Radom emprisonnés, et de dénoncer les tortures, en particulier les tabassages au cours des arrestations dont ils ont été victimes.

La rédaction de cette lettre est-elle l'amorce d'une campagne intense pour dénoncer partout le comité et le faire taire ? Cela ressemble beaucoup à une préparation réactionnaire de l'opinion publique pour une répression brutale en même temps qu'une mesure d'intimidation à l'égard des membres du comité.

Par ailleurs au cours d'une réunion d'anciens combattants, les mêmes accusations ont été lancées contre le comité. Ainsi s'amorce une campagne intense pour dénoncer partout le comité et le déconsidérer, ce qui marque l'ampleur de l'impact des révélations concernant la répression à Radom. Ces accusations sont une préparation

réactionnaire de l'opinion publique en vue d'une répression brutale, en même temps qu'une mesure d'intimidation à l'égard des membres du comité.

Des perquisitions avaient été opérées chez des membres du comité il y a quelques jours. La valeur de 25 000 francs, correspondant au montant des collectes de solidarité avec les familles des prisonniers, a été confisquée. Les policiers en civil ont abattu des membres du comité chez qui ils perquisitionnaient.

• LE FMI FAIT UN PRÊT AU VIETNAM :

Le Fonds Monétaire International vient de décider l'octroi au Vietnam d'un prêt de 36 millions de dollars, le premier depuis que ce pays est devenu membre de l'organisation en dépit de l'opposition des USA.

• C.I.A. - CUBA :

Selon le journal «Newsday», la C.I.A. a provoqué une épidémie de fièvre porcine à Cuba, en 71. Un agent de la C.I.A. s'est vu confier une enveloppe contenant le virus. Celui-ci l'a remis à un groupe cubain pro-américain et le virus a été transporté à Cuba et injecté à un groupe de cochons.

## FONCTION PUBLIQUE

Contrats  
salariaux 77 :

## LES CONTRATS DANS LA CRISE -2-

R. A. T. P. :

"Les contrats et l'échec de 71 pèsent encore lourd !"

Enquête de Stéphane RAYNAL

Avec l'EDF, la RATP est sans doute le secteur de la Fonction Publique et Nationalisée où la politique contractuelle syndicale-direction-ministère a eu le plus de poids. Ponctué par un échec encore mal digéré (en 1971), l'histoire de la concertation à la Régie s'est accélérée avec le plan Barre : l'austérité a mis le blocage des salaires et l'insécurité (accidents du travail, accidents de passagers...) à l'ordre du jour... Les travailleurs, même ceux tentés un temps (du fait du corporatisme encore important dans l'entreprise) par le mécanisme des Contrats de Progrès, sont désabusés. FO, en s'accrochant à l'hypothétique relance de la politique contractuelle, tend désormais à s'isoler... La faillite de la concertation est réelle, mais la voie de la lutte ne se dessine pas encore très clairement : c'est d'un affrontement politique direct avec le pouvoir, contenu par la proximité des municipales, que commencent à débattre les travailleurs du Métro.

## TÉMOIGNAGES D'AGENTS DE LA RATP

Ils sont quelques-uns, agents de la station et conducteurs du métro « en course » (entre deux services) à attendre, en discutant. Nous sommes sur la ligne 7 (Villette-Ivry) ; autour du Quotidien du Peuple, la discussion s'amorce sur le pouvoir d'achat, d'abord. « 40 % de hausses sur les légumes, vous dites. Eh bien ! Parti comme c'est, on va en avoir plein la vue cette année en perte de pouvoir d'achat ! » s'exclame un des travailleurs de la station. « Le froid, après le pétrole... En mars peut-être que ça va augmenter aussi à cause d'un printemps précoce ! Avec les mariolles qui nous gou-

vernent, tous les coups sont bons, pourvu que ce soit l'ouvrier qui trinque... »

Écœurés par la politique d'austérité, tous le sont dans le groupe, même ce conducteur, ce roulant « autonome », qui proteste contre « la liquidation de la politique contractuelle qui fait que cette année plus rien n'est garanti, même à la traction où dans le temps on gagnait vraiment bien ». Mais questionnés sur la réalité de cette politique salariale passée, les autres conducteurs sont loin de regretter on ne sait trop quel « bon temps des Contrats de Progrès » !

## Un conducteur, militant CGT, témoigne :

« Dès 1970, le système des contrats nous a posé des problèmes. A la CGT, certains dirigeants aussi, hésitaient : à l'EDF-GDF tous les syndicats avaient signé ; ça créait du flottement ! Mais il y avait deux choses qui nous gênaient : le fait d'abord d'avoir un carcan posé sur toutes nos revendications. Pour la moindre bricole, il fallait que ce soit prévu dans le Contrat ! Et puis la mentalité que ça voulait développer : « climat de confiance » et compagnie. Les idées de FO, en quelque sorte... Pour nous faire marcher dans la combine, la direction a pris l'habitude d'inclure dans l'accord des avantages catégoriels qu'on revendiquait à la CGT ou à la CFDT, pour en attribuer par contre tout le mérite à... seuls signataires

du Contrat (Autonomes, FO, CFTC). Parfois, ça n'a pas même marché avec certains syndicats FO (en 75, par exemple, le syndicat FO des Administratifs n'a pas signé)... L'an dernier, la direction a mis dans l'accord une « prime de travail manuel » ; avant, cela avait été une prime spéciale pour ceux qu'on appelle « travailleurs des DOM-TOM »... En 74, la CFDT était même bien embêtée car la RATP avait décidé d'attribuer des points uniformes (2,5 je crois) alors que les cédétistes se battaient depuis un bout de temps pour des augmentations uniformes pour tous ; là aussi, il y a eu du flottement : la Régie, tu vois, a tout essayé ! D'une certaine manière, ça pèse encore ces manœuvres... »

A ce point, contraint de partir assurer son poste, le militant CGT s'est interrompu, laissant le groupe pensif... L'autonome qui avait écouté ces critiques sans trop rien dire, est maintenant pris à partie par deux jeunes roulants, non-syndiqués, mais qui disent avoir

fait « déjà toutes les grèves depuis le jour de l'embauche, sauf celle du 13 janvier de l'an dernier, parce qu'il n'y avait que ceux catégories dans la lutte et rien au bout ». Ils sont assez montés contre les « anciens » et la « mentalité maison » qui semble encore régner...

## Le corporatisme et l'échec de 71

« La RATP c'est stable, beaucoup trop ! L'emploi est stable, mais les idées aussi... Et puis, sur la machine, on est seul ; dans les stations, ils sont un ou deux. C'est un bon terrain pour le chacun pour soi, le syndicalisme de corporation... »

« Ce qu'il n'a pas dit, tout à l'heure, le camarade CGT, c'est que son organisation s'appuie aussi là-dessus ; qu'ils sont en syndicats de catégories. Et souvent, ils marchent avec les Autonomes pour être plus sûrs de ne pas se faire mettre dans le vent ! »

Sur cette accusation, le petit groupe se retrouve presque naturellement à parler de la grande grève des Conducteurs du Métro de 71 et son échec...

« 13 jours pour rien, dira le roulant du SAT (Autonome). Pourtant on y croyait ! 2 500 gars aux manettes qui arrêtent d'un coup, c'est quelque chose. On croyait que ça suffirait bien pour faire céder la direction et le gouvernement sur nos revendications... »

« Oui, sur vos revendications et les vôtres seule-

ment ! Vous n'aviez même pas voulu de l'extension de la grève aux autres catégories de la Régie, sous prétexte que cela politiserait le conflit ou noierait vos objectifs catégoriels. Résultat ? Une reprise où tout le monde grinçait des dents ! »

La CGT, à l'époque, avait



## «DEPUIS LE PLAN BARRE ON VA VERS DES HEURTS DIRECTS AVEC LE POUVOIR»

Interview d'un responsable du syndicat CFDT de la RATP

Quotidien du Peuple : Comment vous êtes-vous situé face à la politique contractuelle jusqu'à présent ?

— D. (CFDT-RATP) : Dès le départ nous avons considéré le contrat comme insuffisant. D'ailleurs tout le monde le dit plus ou moins maintenant, même Delors qui a été le père des Contrats de Progrès avec Chaban, dit (depuis qu'il est passé au PS) que c'était « irréaliste » ! Nous disons qu'il y a également (et surtout) une incidence politique, un risque d'être une caution, de se laisser intégrer. Et nous le refusons ! Contre les Contrats, nous avons avancé des revendications sur les effectifs, les augmentations uniformes... Lorsqu'en 74, la direction a essayé de nous piéger en proposant des points uniformes, nous avons aussi refusé cette « ouverture ». Une consultation de nos adhérents a donné 92 % contre la politique contractuelle. Depuis nous continuons de refuser de signer, sans équivoque... QdP : Quel est le poids de la structure de l'entreprise (moyenne d'âge, aménagement des postes de travail, qualifications...) sur les luttes à la RATP ?

— D. : Nous sommes dans une entreprise à statut où les mentalités évoluent lentement. Il y a le peu de renouvellement de personnel (bien que l'arrivée d'anciens étudiants

dans le collège professionnel « maîtrise et cadres » ait fait évoluer positivement ces couches) et la récession des emplois, l'isolement, la faible syndicalisation du personnel féminin... autant d'obstacles qui jouent à plein à la RATP. Avec en outre le problème rencontré pour faire se prononcer démocratiquement les travailleurs sur une action, une revendication, alors que les syndicats signataires des Contrats et parfois même la CGT, refusent les Assemblées de Travailleurs. En outre, il y a un décalage salarial avec le reste de la Fonction Publique et Nationalisée : on demande 2 500 F minimum par mois (ce n'est pas démagogique avec un salaire d'embauche actuel de 2 200 F), tandis qu'il y avait en décembre un salarié sur deux gagnant moins de 2 200 F et 19 % avec moins de 1 500 F ! Tout ceci joue dans le sens d'un certain repliement catégoriel : les revendications de catégories fleurissent au détriment des revendications globales et des luttes d'ensemble à la RATP.

QdP : Mais après le lancement du plan barre et le 7 octobre, n'y a-t-il rien de changé ?

— D. : Si précisément ! L'idée d'une lutte de tous ceux soumis aux contrats grandit très nettement,

une volonté enfin d'unité de la Fonction Publique, la recherche d'un front syndical. Mais il y a encore du chemin à faire dans ce sens ; Barre nous a placés dans une situation semblable à celle de tous les travailleurs, avec un cran de plus à la ceinture. Déjà le système des contrats, avec des augmentations minces et après coup, nous exposait à une perte de pouvoir d'achat réel. Mais avec Barre et le taux actuel d'inflation, c'est pire que tout. Au point que les Autonomes, voyant partir en fumée la politique contractuelle (qui était devenue leur raison d'être) se sont mobilisés le 7 octobre avec la CGT et nous !

Avant le 7, nous étions d'accord avec la Confédération pour faire mûrir l'action dans l'entreprise, mais avec le 7, et son succès, nous avons été très déçus par la suite : nous avons en vain demandé, en tant que RATP-CFDT, à toutes les instances de la Fonction Publique, de l'Interprofessionnelle, au partenaire CGT comme dans la Confédération CFDT, une extension et une coordination de l'action. Un 7 octobre à la veille des négociations salariales nous aurait paru positif. Nous sommes pour l'action concertée de la Fon-

ction Publique et Nationalisée. Beaucoup de militants veulent des actions ; c'est ressenti aussi à la CGT... Mais, cette coordination ne doit pas être vue comme une panacée ! Le pouvoir veut montrer sa force, avant les municipales, vis-à-vis de sa clientèle. Les luttes même longues sont difficiles. Maintenant, on va vers des heurts directs avec le pouvoir politique. Cela se sentira la semaine prochaine sans doute où une action est programmée ! Mais les municipales sont proches... Certains chez nous tournent déjà les yeux vers la scène politique au lieu de voir comment lutter nous même ! Pourtant, il faut casser toute « paix sociale » dans la Fonction Publique et si la gauche gagne les municipales, eh bien, il n'y aura qu'à en profiter pour arracher des acquis revendicatifs et non pas s'endormir jusqu'aux législatives. Et après 78 aussi : relâcher la pression syndicale, c'est s'exposer à un retour de balancier. Pendant la IV<sup>e</sup> République, la SFIO n'a pas fait mieux que le capitalisme. Les travailleurs ont été démobilisés, ça s'est terminé avec 58 ! A nous syndicalistes d'être vigilants. Préparons-nous à déposer après 78 nos revendications !

lyse d'un conflit !). Et il semble bien, à écouter les travailleurs de la Régie aujourd'hui, que les Conducteurs aient entraîné dans leur échec les autres catégories de la RATP : « Nous, quand on a été embauché en 73, la combativité en avait pris déjà un coup... La direction affiche sa satisfaction devant le calme qu'elle a obtenu avec la complicité des organisations signataires du Contrat, ceux qui prêchent aux gars que tout s'obtient au « tapis vert » des négociations, que les luttes ça sert à rien... Seulement, depuis 75, il y a quand même eu des actions qui ont recommencé ! »

« Oui, rajoute un des jeunes roulants, mais sur les conditions de travail, surtout les 104 repos annuels qu'on demande. Ou alors contre la répression comme en décembre sur la ligne 2 (Nation-Dauphine) et le RER. Tiens le 12 janvier, sur la 5 (Pantin-Italie), il y a une heure et demie de grève aux prises de postes, pour la situation des chefs de train et les conditions de travail ; c'est pas comme une bagarre de tout le monde sur les salaires. Mais c'est vrai que la volonté de lutte remonte. »

# DANS NOTRE COURRIER

## Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

PARMI LES DISQUES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception des parutions du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Gêze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'«Antidühring» d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine
- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans la manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gries Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2<sup>e</sup> Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Rome», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
- Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5<sup>e</sup>

Cinéma Itarif étudiant tous les jours :

- «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5<sup>e</sup>
- «Olympic», 10 rue Boyer
- «Entrepôt», 7 rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

**ENTRÉE GRATUITE** aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal ..... 300 F
- Abonnement de soutien ..... 500 F
- Abonnement de soutien ..... F

Mode de versement :

- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales) .....  
 Prénom .....  
 Adresse .....  
 Ville .....

Camarades,

Bravo au Quotidien du Peuple pour sa lutte incessante contre les capitalistes de tous bords, et merci au QDP pour la richesse des analyses de tous les problèmes qu'il traite. Depuis un an que je le lis, il s'est de jour en jour renforcé tant dans sa mise en page clarifiée que dans son contenu politique et de lutte. A Grenoble, la diffusion dans les kiosques me semble mieux répartie et sa vente a dû certainement augmenter à Grenoble comme ailleurs, est ce que je me trompe ? Il est dommage que son format soit si réduit, s'il était plus grand, les éven-

tuels lecteurs le verraient mieux et certains vendeurs réactionnaires ne pourraient pas le cacher aussi facilement qu'actuellement. A ce propos, je pense que les lecteurs qui achètent en kiosque devraient insister auprès de ces kiosquiers qui «cachent» le QDP en réclamant qu'il soit exposé correctement. Quand je remarque que la pile de Quotidiens est mal présentée, j'en profite pour la replacer bien en vue pendant que j'en prends un pour moi (...)

J'ai remarqué que presque tous les soirs, au journal de TF1 de 23 heu-

res, les journalistes font une rapide revue de presse, j'ai le plaisir d'y voir le QDP et d'entendre le

journaliste lire le titre principal (...)

L.C. Grenoble

Merci pour ton soutien. Ces petites interventions sont en effet très utiles : c'est sûr place qu'elles sont efficaces. Dans ce sens chaque lecteur peut contribuer à ce que le Quotidien du Peuple soit correctement exposé, que les travailleurs le voient en kiosque avec les titres du jour. Il est aussi possible, et très positif, de discuter avec le kiosquier, de voir avec lui comment il se vend, s'il en manque, et dans ce cas, nous demander d'intervenir auprès

du dépositaire sur la ville pour corriger le nombre de journaux à faire parvenir. Il faut aussi nous demander d'en faire parvenir dans des endroits où il n'est pas en vente.

Ces modifications, adaptées à des besoins précis, sont indispensables pour que tous les lecteurs puissent effectivement trouver le journal.

De cette façon aussi, tous les lecteurs peuvent soutenir le Quotidien.

### Communiqués

Les organisations soussignées : PCR, UCF, OCT, PSU, LCR, LO s'élèvent avec indignation contre la nouvelle mesure scélérate que vient de prendre le gouvernement Giscard d'Estaing et son ministre de la police, en interdisant l'OCA.

Cet acte a été pris en vertu d'un décret de 1939 qui restreint le droit d'association pour les militants étrangers en France, et qui permet en son temps, l'interdiction du PCF. Il fait partie d'une longue campagne d'attaques contre le droit d'expression d'organisation des travailleurs immigrés, des militants étrangers en France contre leur droit à refuser la situation qui leur est faite, leur surexploitation contre le droit de faire de la politique en France : expulsion des dirigeants de la lutte SONACOTRA, menaces contre l'UNEC, et l'UG-TSF, interdiction du FRAP et d'un meeting de l'UDP, arrestation et expulsion des étudiants iraniens, déportation de militants basques réfugiés à l'île d'Yeu et ce, alors que les services israéliens, iraniens, les commandos fascistes es-

pagnols, etc... peuvent assassiner des éléments révolutionnaires et anti-impérialistes. Cet acte s'intègre dans la politique systématique de la bourgeoisie actuelle. Ils s'inscrivent dans une volonté des gouvernements réactionnaires d'Europe, d'étendre et de coordonner de la convention européenne pour la répression du terrorisme.

Face à la mesure d'interdiction de l'OCA, nul ne peut se taire. Une riposte massive unitaire et prolongée est nécessaire. Les organisations soussignées s'engagent à mettre toutes leurs forces pour défendre le droit à l'expression des militants et des organisations attaquées. Elles soutiennent la création de l'association des amis communistes africains. Elles appellent tous les démocrates, les anti-racistes, les anti-impérialistes, et les révolutionnaires à se mobiliser autour de la campagne qui commence à exiger la levée immédiate de l'interdiction de l'OCA, l'abrogation du décret de loi de 1939, l'égalité politique pour les travailleurs français et immigrés. Plus d'expulsions, pas d'extradition !

### Bulletin d'informations économiques



(Extraits de l'éditorial du N°1)

Pour démonter les mensonges de chaque patron au niveau de l'entreprise, comme de la bourgeoisie dans son ensemble au niveau national, pour pouvoir nous organiser à temps pour riposter aux mauvais coups qu'on nous prépare, il est indispensable que la connaissance de «l'économie» ne soit pas une chasse gardée de nos exploités. Ce bulletin d'informations économiques «POUR LA LUTTE» vise à fournir à tous les travailleurs les éléments de cette connaissance de la situation économique. Pour y parvenir nous nous plaçons fermement du point de vue des besoins de la lutte, du point de vue des questions que se posent aujourd'hui les travailleurs.

- TABLEAU DE BORD
- DE LA CRISE
- AUTOMOBILE
- TEXTILE
- BTP
- CITROEN
- RHONE-POULENC
- LE CHOMAGE

Pour les commandes, écrire au Quotidien du Peuple qui transmettra.

**Téléphonez au Quotidien**  
 293 63 61  
 de 14 h 30 à 18 h 30

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml  
 Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19  
 Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J  
 Directeur de publication : Y. Chevet  
 Imprimé par IPCC-Paris  
 Distribué par les NMPP  
 Commission Paritaire : 56 942

**FAITES CONNAÎTRE  
 LE QUOTIDIEN  
 DU PEUPLE**

A PARTIR DE LUNDI  
NOTRE NOUVEAU  
FEUILLETON :

## Le peuple impopulaire

ROMAN

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

A partir de lundi, nous publions en feuilleton un roman d'Alain Prévost, «le peuple impopulaire». Alain Prévost est le fils de Jean Prévost, un des dirigeants du maquis du Vercors, où en 1944 se concentrèrent plusieurs milliers de combattants de la Résistance pour commencer la libération de la région en se servant du massif du Vercors comme base. Les chefs gaullistes de la Résistance refusant depuis Alger de parachuter les armes dont ils avaient besoin, les résistants du Vercors furent encerclés par les nazis qui exercèrent une répression sauvage massacrant la population et brûlant des villages entiers.

Il ne s'agit pas d'un récit de souvenirs, d'une chronique, mais d'un roman qui met en scène de manière vivante et passionnée ces jours de lutte, vus par les yeux d'un jeune de 17 ans, ce qui était à peu près l'âge d'Alain Prévost à l'époque. Sans être une œuvre «à thèses», le «Peuple Impopulaire» reflète à travers les différents personnages les débats dans le combat condamné d'avance par la bourgeoisie gaulliste : Terro communiste espagnol pour qui la Résistance est la continuation des luttes de sa vie de révolutionnaire, Catillon, paysan dauphinois qui a rejoint la Résistance pour défendre sa terre, Vieljeu, intellectuel bourgeois gaulliste qui se pose de plus en plus de questions sur de Gaulle et sur la stratégie et l'avenir de la Résistance.

Alain Prévost montre l'héroïsme de ces hommes, les rapports qu'ils entretiennent avec la population, la fraternité de combat qui unit ces résistants d'origines différentes. Au fur et à mesure de leurs discussions, grâce à Terro, le plus clairvoyant, ils prennent conscience de la trahison des dirigeants gaullistes qui, après avoir encouragé la formation de ce maquis suivant une stratégie qui n'a rien à voir avec la guerre populaire, les abandonnent et les laissent sans armes parce qu'ils craignent le développement d'une armée de partisans qu'ils contrôlèrent mal et qui contrecarrerait leurs projets de sauvetage du pouvoir bourgeois après la Libération. La trahison du Vercors est éclairée par la présentation d'un certain nombre de scènes à Alger, où se trouve le père de Vieljeu, politicien bourgeois, qui conseille à son fils de quitter «ces partisans» pour le rejoindre.

Même si «le Peuple Impopulaire» n'aborde qu'en passant le problème du rôle des communistes dans la Résistance et s'il se clot sur une conclusion assez pessimiste, il n'en est pas moins un des meilleurs romans sur la Résistance, un témoignage remarquable sur une lutte héroïque qui a été l'objet de nombreux débats.

Nous appelons tous nos lecteurs à nous envoyer leurs avis sur ce feuilleton pour contribuer au débat sur la littérature dont notre peuple a besoin.

## SANTÉ

### COMMENT SE NOURRIR EN PÉRIODE DE FROID

#### L'utilisation des sucres 1

En hiver comme en période d'efforts physiques soutenus, l'équilibre alimentaire est primordial.

Un apport supplémentaire en calories et vitamines est nécessaire pour faire face aux dépenses d'énergie accrue. Il doit être réparti sur toute la journée, pour éviter le phénomène de «maldigestion» dû au coup de froid pris après un gros repas.

#### LE DEVENIR DES SUCRES DANS L'ORGANISME

Les sucres ou glucides constituent plus de la moitié de l'apport calorifique journalier : ils sont présents dans la plupart des aliments, parfois bien cachés comme dans le fromage de chèvre qui apporte aux environs de 300 calories par 100 g et comprend 15 % de glucides.

Les sucres selon qu'ils se cachent ou non dans les aliments ont un usage différent.

#### LES SUCRES RAPIDES

D'absorption rapide, le sucre en morceau, le miel, la confiture, les bonbons, le chocolat, c'est-à-dire tous les aliments qui ont le «goût sucré» sont brûlés directement, sans être stockés.

Ils apportent de l'énergie à court terme, sont utilisés avant un effort violent, avant une sortie dans le froid : cette énergie libérée

dans les 10 minutes qui suivent l'absorption est aussitôt utilisée.

Par contre, ils ne doivent pas être pris pour combler «le coup de fatigue de 11 heures» après une matinée de travail à jeun. Ils augmentent momentanément la glycémie (taux de sucre dans le sang) ce qui entraîne une sécrétion d'insuline (hormone régulatrice du taux normal de 1g/l environ de sucre dans le sang), on se retrouve ensuite avec une faim encore augmentée. Il faut leur préférer des aliments moins directement assimilables (cacahuètes, œuf dur, biscuit)

#### LES SUCRES LENTS

Ils sont présents dans les aliments qui n'ont pas de goût «sucré» : le pain, les pâtes, les farineux, les légumes secs, les légumes.

Les sucres qu'ils contiennent ne se dégradent que très lentement tout au long de la digestion ; ils passent petit à petit dans le sang libérant des calories qui se transforment en énergie : un repas assure aussi l'énergie d'une demi-journée.

#### QUE DEVIENNENT CES SUCRES DANS LE SANG ?

Une partie est directement utilisée par les différents organes, les muscles, pour leur travail propre. Une autre partie peut servir à augmenter le travail musculaire nécessaire

- pour un effort important  
- pour résister au froid

Une troisième partie est stockée dans le foie sous forme de réserve de sucre ou glycogène. En fonction des besoins, le foie les libérera à la demande.

Tout le reste des glucides apportés par les «sucres lents» se transformera en graisses, en triglycérides, qui seront stockés dans le tissu graisseux de l'organisme.

On s'explique ainsi comment se constitue l'obésité, les réserves excessives de sucre par un simple apport exagéré de sucres.

#### EN PÉRIODE DE FROID

La ration de sucres doit être augmentée.

1°) Les sucres rapides permettent la sortie brutale au froid le matin donc bien sucrer son lait, manger du miel, de la confiture.

2°) Les sucres lents permettent à l'organisme - de combler les déficits en réserve de sucre, du foie, en réserve de graisses, de fournir les efforts supplémentaires d'adaptation au froid.

Cette ration calorique pourra être efficacement augmentée par un petit déjeuner réel et un goûter si possible.

#### LES SUCRES QUI SE CACHENT

	% de glucides	calories aux 100 grammes
Tapioca	82	338
Riz	77	354
Farine	75	353
Biscottes	75	362
Mais	69	354
Haricots secs	60	330
Lentilles	56	326
Pain blanc	55	255
Frites	52	400
Chips	50	544
Poudre de cacao	40	505
Chataignes	40	199
Lait en poudre	37	500
Pâtes	30	150
Noix de cajou	26	612
Cacahuètes	26	560
Pommes de terre (cruës ou bouillies)	19	86
Amandes sèches	17	620
Fromage de chèvre	15	280-380
Noix et noisettes sèches	15	650
Artichauts	12	64
Pois en conserves	12	68

Docteur QDP

## Programme télé

### SAMEDI 15 JANVIER

#### TF 1

18 h 05 - Trente millions d'amis  
18 h 40 - Auto-moto 1  
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh Bien raconte !  
20 h 00 - TF 1 actualités  
20 h 30 - Numéro un : Eddy Mitchell  
21 h 30 - Chapeau melon et Bottes de cuir. Pour attraper le rat  
22 h 20 - Les comiques associés  
22 h 50 - TF 1 actualités

#### A 2

18 h 00 - La course autour du monde  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - La tielire  
20 h 00 - Journal de l'A 2  
20 h 30 - Les beaux messieurs de Bois Doré  
21 h 50 - Questions sans visage  
22 h 45 - Drôle de dessin  
23 h 50 - Journal de l'A 2

#### FR 3

18 h 45 - Musique buissonnière  
19 h 05 - Extracte  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Entre nous  
19 h 55 - FR 3 actualités

20 h 00 - Spécial outre-mer : les îles Wallis et Futuna  
20 h 30 - L'homme en fuite  
22 h 00 - FR 3 actualités

### DIMANCHE 16 JANVIER

#### TF 1

17 h 45 - Situation sans issue  
19 h 45 - TF 1 actualités  
20 h 30 - Les seins de glace  
22 h 15 - Questionnaire  
23 h 10 - TF 1 actualités

#### A 2

19 h 00 - Stade 2  
20 h 00 - Journal de l'A 2  
20 h 30 - TV-Music Hall  
21 h 30 - Rush  
22 h 30 - Le musée imaginaire de Michel Butor  
23 h 35 - Journal de l'A 2

#### FR 3

19 h 00 - Hexagonal. Mauriac ou l'enracinement  
19 h 55 - FR 3 actualités  
20 h 05 - Flèche noire  
20 h 30 - L'homme en question. Jacques Faizant  
21 h 30 - Aspects du court métrage français  
22 h 30 - Cinéma de minuit. Aventures en Birmanie

# CHINE : LE GRAND MOUVEMENT POUR PRENDRE EXEMPLE SUR TATCHAI

## " QUE L'AGRICULTURE PRENNE EXEMPLE SUR LA BRIGADE DE TATCHAI "

Une fois, l'objectif de la commune populaire réalisé pour l'essentiel, la vie même et le développement de ces communes sera l'enjeu d'une intense lutte de classes entre la voie révolutionnaire et la voie bourgeoise : les communes vont-elles effectivement mobiliser les masses pour réaliser pendant l'hiver les grands travaux d'irrigation et de transformation du paysage ? Vont-elles appliquer les directives du Parti : «axer principalement le développement de l'agriculture sur les céréales» ou lui préférer des activités plus rentables à court terme ? Vont-elles accentuer l'aspect collectif du travail ou laisser se développer des disparités entre équipes aboutissant à des inégalités croissantes ? Rien de tout cela n'est gagné, car ce ne sont pas des décisions autoritaires qui peuvent empêcher que les communes ne soient le cadre de rapports bourgeois d'exploitation au lieu d'être un instrument de l'avancée vers le socialisme ; mais c'est une bataille politique décisive que mène alors le Parti sous la direction de Mao Tsé-toung, d'autant plus âpre que la commune est une réalité socialiste nouvelle attaquée à l'intérieur, et aussi violemment attaquée à l'extérieur par les révisionnistes soviétiques qui la dénoncent comme «utopique».

C'est très rapidement, au début des années 60 que la ligne révisionniste de Liou Chao Chi, profitant des difficultés causées par le départ précipité des experts

Dans le cadre du mouvement d'éducation socialiste, Mao Tsé-toung lance en 1964 l'appel «prendre exemple sur la brigade de Tatchai». De quoi s'agit-il ? Qu'est-ce que ce village a de si extraordinaire pour être au centre des débats et des luttes depuis plus de dix ans ? Tatchai, en 1949, c'était un village parmi les plus pauvres dans la montagne, à mille mètres d'altitude. Toutes les terres sont en pente, les hivers sont longs et très froids, les étés chauds avec des pluies torrentielles catastrophiques, à tel point que certains responsables considèrent que la culture n'y est pas viable et qu'il faut abandonner ce village.

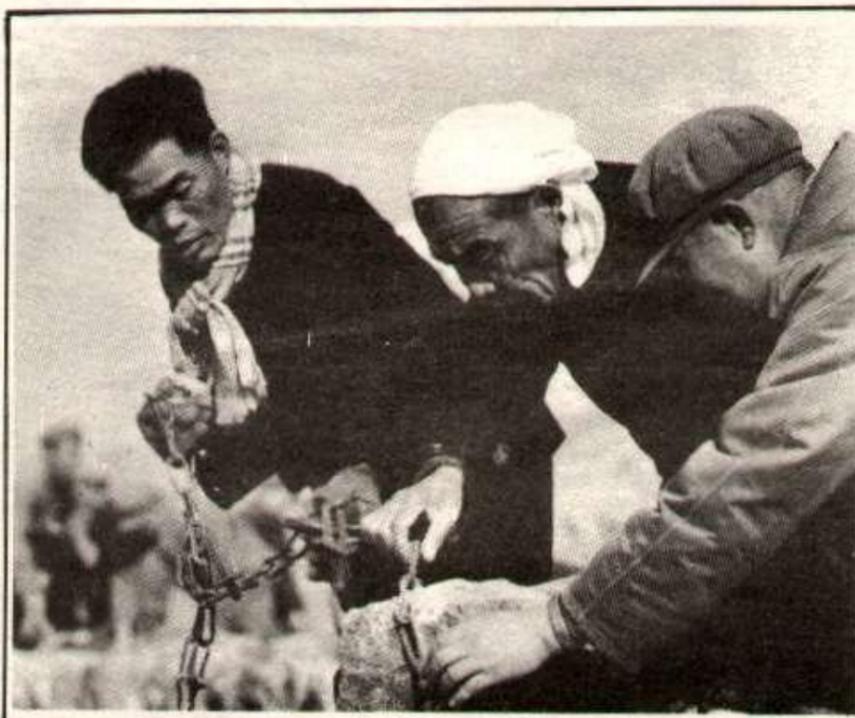
Mais, sous la direction de la cellule du parti dont le secrétaire est Chen Yong Kouei, un paysan qui avait été valet de ferme dès l'âge de 8 ans dans l'ancienne société, Tatchai devient une coopérative, puis la brigade de production d'une commune. Les paysans se mobilisent pendant les hivers pour refondre le paysage et édifier des champs en terrasse, des réservoirs et des canaux pour irriguer et retenir la terre et l'eau.

### COMPTER SUR SES PROPRES FORCES

C'est en 1963, au moment où la lutte entre les deux voies est intense dans les communes populaires, qu'un grand débat a lieu à Tatchai. Il y a alors des chutes de pluies catastrophiques (en une semaine il est tombé autant de pluie que dans la région parisienne en un an). Les habitations s'effondrent, les terres glissent, sont emportées. Devant ces difficultés, les ennemis de la voie socialiste, anciens propriétaires et paysans riches se déchaînent.

Se servant des difficultés comme Liou Chao Chi le fait au niveau national, ils disent alors : «L'important est d'avoir la vie sauve ; toute voie est juste si elle permet de gagner de l'argent... que ceux qui sont capables vivent de leur adresse, que les autres végètent dans la médiocrité, laissons chacun faire seul son chemin !»

Le responsable de la cellule constatant alors qu'il n'y a pas eu de pertes en vies humaines répond : «Tous les hommes sont là : c'est une grande victoire, car le facteur décisif, c'est l'homme». La cellule du parti se réunit sept soirs de suite pour étudier la situation. Elle lance un mouvement d'étude des trois textes les plus lus de Mao Tsé-toung, Servir le Peuple, A la mémoire de Norman Bethune et Comment Yukong



Chen Yong Kouei alors secrétaire de la cellule du Parti, de Tatchai, participe dans une équipe à la construction de terrasses.

déplaça les montagnes. Les paysans puisent dans ces textes où sont exaltés l'abnégation, le dévouement à la collectivité et la confiance en ses propres forces. Ils reprennent confiance dans la voie socialiste et critiquent la ligne capitaliste. «Les difficultés sont aussi une bonne chose : le capitalisme tire parti de nos difficultés, ce qui permet à nos camarades de connaître le capitalisme et de le contrer».

Pour reconstruire les terres de la brigade, les paysans de Tatchai comptent effectivement sur leurs propres forces : d'abord, ils réussissent à sauver une grande partie des récoltes. Pendant deux ans, tout en continuant à étudier et à critiquer la ligne capitaliste, ils reconstruisent les terrasses, leurs maisons et entreprennent même des travaux de plus grande ampleur. Pour financer la reconstruction, ils refusent par quatre fois l'aide de l'Etat et utilisent les fonds qu'ils ont économisés au niveau de la commune et de la brigade. Ainsi, dans des conditions très difficiles, au moment où la ligne capitaliste tentait de prendre l'offensive, les paysans de Tatchai restent fidèles à la voie socialiste, ils font la révolution et développent la production. C'est pourquoi Mao Tsé-toung et le Parti Communiste donnent Tatchai en exemple au peuple chinois.

russes et par des calamités naturelles, attaque de front les communes populaires. Après s'être opposé déjà aux coopératives, Liou Chao Chi vise cette fois à dénaturer l'économie collective. Il préconise une politique en quatre points : 1°) agrandissement des parcelles individuelles, 2°) extension de marchés ruraux libres sans contrôle de l'Etat, 3°) fixation des quotas de production par famille au lieu de le faire par équipe, 4°) multiplication de petites entreprises supportant perte et profit donc fonctionnant selon la rentabilité immédiate. En même temps, la ligne révisionniste se manifeste par une variante «de gauche» en apparence : il s'agit de mesures de sabotage comme la suppression autoritaire des parcelles individuelles ou l'égalisation des revenus sans discussion politique : de telles méthodes provoquaient le mécontentement des paysans, ce qui permettait ensuite aux révisionnistes de préconiser un retour en arrière.

C'est contre cette ligne que le Comité Central du Parti lance à l'Automne 1962 le mouvement d'éducation socialiste avec le mot d'ordre de Mao Tsé-toung «Ne jamais oublier la lutte de classes». Dans ce mouvement se développe la contradiction entre les deux voies qui éclatera au grand jour avec la Révolution Culturelle.

remplit sa norme en trichant ou parce qu'il est fort comme un bœuf.

Et puis, le mieux serait que chacun propose lui-même le nombre de points qu'il estime mériter et que tous les autres donnent leur avis. C'est ainsi que nous établissons le système de «déclarations individuelles et de cotations publiques» qui est toujours en vigueur... Tout le monde était enthousiasmé et tout le monde venait maintenant aux champs : mères de famille et gringalets se mirent à travailler 300 jours par an. Or, quand on s'appuie ainsi sur la collectivité, les bonnes récoltes ne tardent pas à venir. Et quand le volume à partager est plus grand, il est plus facile de se mettre d'accord sur les mérites de chacun et se s'estimer soi-même».

Alors que Mao Tsé-toung a lancé l'appel «Que l'agriculture prenne exemple sur Tatchai», les tenants de la ligne révisionniste de Liou Chao Chi voient bien la valeur de l'exemple de cette brigade : c'est pourquoi ils la prennent pour cible. Liou Chao Chi envoie à Tatchai un «groupe de travail» prétendument chargé de l'éducation socialiste. En fait, ce groupe accuse le village de truquer ses résultats et ses bilans, il fait une enquête policière pour vérifier les comptes et destitue Chen Yong Kouei. Mais sous la direction de la cellule du parti, les paysans tiennent tête à cette offensive de la ligne bourgeoise, gardent confiance et persistent dans la voie révolutionnaire : on finira par leur donner raison. Mais à plusieurs reprises, pendant la Révolution Culturelle, sous des prétextes divers, Tatchai est attaqué. Et pendant toute la Révolution Culturelle, l'expérience de Tatchai, largement popularisée par les journaux et les affiches sera l'objet de débats dans tout le pays et son exemple contribue à la victoire de la ligne révolutionnaire.

En revanche cette victoire, la défaite de la ligne de Liou Chao Chi, permet au mouvement pour prendre exemple sur Tatchai, de connaître un premier développement : les méthodes d'éducation, de lutte politique et de transformation de la nature sont appliquées au niveau de tout le district de Siyang dans lequel est inclus Tatchai, tandis que les villages et les communes de type Tatchai se multiplient dans tout le pays. En 1970, les conditions sont réunies pour que commence le nouveau grand mouvement dans l'agriculture, le mouvement pour prendre exemple sur Tatchai. (à suivre)

J.P. CHAMPAGNY

### COMPTEZ VOUS-MÊMES VOS POINTS

Tatchai est aussi à l'avant-garde dans une importante question, celle de la méthode de partage des revenus. L'ancien système de rémunération est fondé sur l'attribution de points-travail, chaque tâche étant cotée suivant la compétence et la force physique ; ce système accentue les inégalités et oblige les cadres à courir d'un champ à l'autre pour comptabiliser les travaux, ce qui perd du temps et détériore les rapports entre les cadres et les masses.

La cellule du parti préconise et fait adopter aux paysans un système beaucoup plus simple qui s'appuie avant tout sur les masses et leur fait confiance. Chen Yong Kouei le décrit ainsi : «Nous autres cadres nous nous sommes mis à travailler comme tout le monde à la construction de nouvelles terrasses et nous avons dit «comptez vous mêmes vos points ; après tout, vous êtes toute la journée ensemble dans les champs et c'est vous qui êtes à même de voir qui s'applique vraiment et qui